

**LES PERSPECTIVES DEMOGRAPHIQUES  
MONDIALES  
ET LEURS CONSEQUENCES SUR L'EUROPE**



Rien qui ait des conséquences plus lourdes sur la géopolitique que les faits démographiques.

Contrairement à une opinion répandue, la démographie est une science rigoureuse, la plus assurée des sciences humaines car elle se fonde sur des comportements humains qui ne sont généralement soumis qu'à des évolutions lentes et qui sont donc prévisibles. On la qualifie de spéculative au sens originel du terme – la capacité à voir loin, parce qu'elle permet des prévisions plus ou moins précises, rarement prises en défaut. Il suffit le plus souvent de prolonger les courbes actuelles (ou les dérivées de ces courbes) pour savoir ce qui va se passer dans 10, 20, voire 50 ans.

On ajoutera que, aussi curieux que cela paraisse, les grandes évolutions sont les mêmes dans le monde entier mais elles suivent un calendrier différent selon les continents ou les pays. Les trois principales tendances de ces évolutions, sur les derniers siècles et surtout sur les XXe et XXIe siècles sont:

- La hausse de la population totale ;
- La baisse de la fécondité ;
- La baisse de la mortalité.

C'est parce que la mortalité a baissé plus vite que la natalité que la population mondiale a, jusqu'ici, presque partout augmenté. Les différences

de calendrier sont en effet essentielles en matière de démographie : calendrier relatif de la baisse de la natalité et de la mortalité en général, mais aussi calendrier des différents pays ou continents. Certains décalages peuvent avoir des conséquences considérables : ainsi l'hégémonie de langue anglaise sur le français comme langue de référence, le face-à-face de l'Europe et de l'Afrique, le prochain basculement de l'Inde et de la Chine, s'expliquent principalement par ces décalages.

Il est d'autant plus important de faire le point sur ces évolutions que la démographie, généralement mal connue, donne lieu à beaucoup d'idées reçues fausses ou de clichés qu'il convient de rectifier.

La présente étude se propose de répondre successivement à trois questions :

- Quelles sont les grandes évolutions de la population mondiale ?

Evolutions générales d'abord (I), par grandes régions ensuite (II).

- Quelles sont les conséquences de ces évolutions sur l'Europe (III) ?

- Quelles politiques adopter pour parer les risques que ces évolutions comportent (IV) ?

## **PREMIERE PARTIE :**

### **LES GRANDES EVOLUTIONS DE LA POPULATION MONDIALE**

Seront d'abord considérées les évolutions générales .

Trois constats s'imposent :

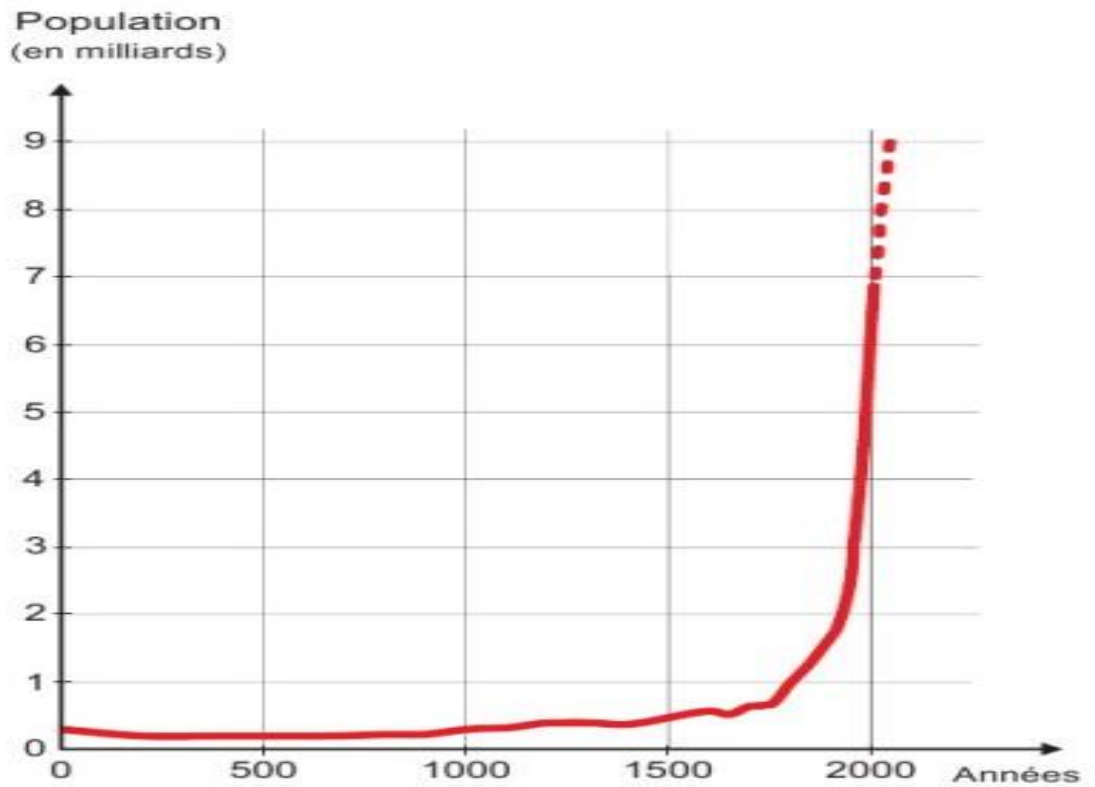
- La hausse de la population mondiale sur le long terme ;
- La baisse de la mortalité ;
- La baisse de la natalité .

#### **I. LA HAUSSE DE LA POPULATION MONDIALE**

##### **A. Vue générale**

La croissance de la population mondiale dans son ensemble a été constante depuis les origines de l'humanité et particulièrement depuis le XVIIe siècle.

Le diagramme ci-après met en relief la formidable accélération de cette croissance à partir du XXe siècle :



Courbe de croissance de la population planétaire de l'an zéro jusqu'à nos jours

Il traduit l'évolution chiffrée suivante :

Evolution de la population mondiale jusqu'en 1950 :

Année	Population mondiale
100 000 av. JC	0,5 million
10 000 av. JC	1 million
5 000 av. JC	10 millions
400 av. JC	200 millions
1000	300 millions
1250	400 millions
1500	500 millions
1700	600 millions
1750	650 millions
1800	1 milliard
1900	1,5 milliard
1920	1,8 milliard
1930	2 milliards
1950	2,5 milliards

La population mondiale est faible durant la Préhistoire : environ 1 demi-million d'habitants sur toute la planète et cela sur 1 million d'années ( le calcul est évidemment approximatif) .

Elle connaît un premier décollage avec l'invention de l'agriculture et de l'élevage (vers 8000 ans avant J.C) et monte jusqu' à environ 200 millions d'habitants au temps du Christ (dont peut-être 50 millions dans l'Empire romain). .

Elle semble connaître ensuite un palier jusque vers 1650 de notre ère. Dans des régions entières, il arrive même à la population de diminuer, ainsi en

Europe après la fin de l'Empire romain, du fait des désordres, des famines et des épidémies. En Gaule, elle serait passée d'environ 20 millions sous Constantin à environ 4 millions sous Hugues Capet, pour remonter ensuite à 15 millions sous saint Louis. Elle chute de moitié avec la Grande peste (1347-1352) pour remonter ensuite.

Mais comme ces baisses ne se produisent pas dans le monde entier au même moment, on peut dire que la population mondiale est grosso modo stable pendant environ 2000 ans (Ve siècle avant JC - XVIIe siècle après).

A partir de 1650 la population mondiale commence à augmenter et ne s'arrête pas de le faire jusqu'à aujourd'hui, de manière progressivement accélérée :

1700	600 millions
1750	650 millions
1800	1 milliard
1900	1,5 milliard
1920	1,860 milliard
1930	2 milliards
1950	2,5 milliards

La série suivante montre l'envol à partir de 1950 :



1950	2 525 149 000	
1960	3 018 344 000	
1970	3 682 488 000	
1980	4 439 632 000	
1990	5 309 668 000	
2000	6 126 622 000	
2010	6 929 725 000	
2015	7 349 472 000	

Pour l'Europe, la croissance qui était particulièrement forte jusque vers 1950 se ralentit ensuite. A partir de 1950, le reste du monde croit beaucoup plus vite que l'Europe :

<b>Année</b>	<b>Population de l'Europe</b>	<b>Population mondiale</b>
1750	140 000 000	629 à 691 millions
1800	187 000 000	0,813 à 1,125 milliard
1850	266 000 000	1,128 à 1,402 milliard
1900	420 000 000	1,550 à 1,762 milliard
1950	549 089 000	2 525 149 000
1960	605 619 000	3 018 344 000
1970	657 221 000	3 682 488 000
1980	693 859 000	4 439 632 000
1990	721 086 000	5 309 668 000
2000	726 407 000	6 126 622 000
2010	735 395 000	6 929 725 000
2015	738 442 000	7 349 472 000

Ainsi l'histoire démographique du monde depuis 1650 est marquée par deux phases :

- De 1650 à 1900, la population de l'Europe ( et de l'Amérique du Nord) croît progressivement tandis que le reste du monde stagne en raison d'une mortalité encore élevée ; la place des Européens dans le monde passe de 22 à 27 % ;
- De 1900 à 1950, le rapport commence à se renverser : la part de l'Europe revient à 22 %. Le renversement s'accélère à partir de 1950 : la part de l'Europe n'est plus que de 10 % et devrait être de 7 % en 2050.

Europe et Russie : % du total mondial :

1000 : 14 %  
1400 : 17 %  
1650 : 22 %  
1900 : 27 %  
1950 : 22 %  
1960 : 20 %  
2005 : 11,3 %  
2015 : 10 %  
2050 : 7 % (prévision)

Et encore faut-il préciser qu'une partie des 7 % d'Européens projetés en 2050 seront des immigrés ou descendants d'immigrés d'autres continents .

Quant à la France, elle représentait 5 % de la population mondiale en 1800 ; elle en représente moins de 1 % aujourd'hui.

Un indice significatif est le rapport de la population française à celle Maghreb qui se trouve en vis-à-vis :

1939: France: 41,3 M h    Maghreb  18 M h

1997: France  58,6 M h    Maghreb: 66, 3 M h

2025: France: 68 M h    Maghreb: 101 M h (projection)

De 1939 à 2025, la population française aura été multipliée par 1,5, celle du Maghreb par 5,6.

L'année 1950 marque aussi une coupure spectaculaire pour la croissance de la population mondiale dans son ensemble : d'une phase de montée lente et régulière, elle se met à augmenter très vite pendant environ trente ans : c'est le moment où le monde entier s'alarme de l'explosion démographique.

La croissance continue ensuite mais elle commence à se ralentir à partir de 1980.

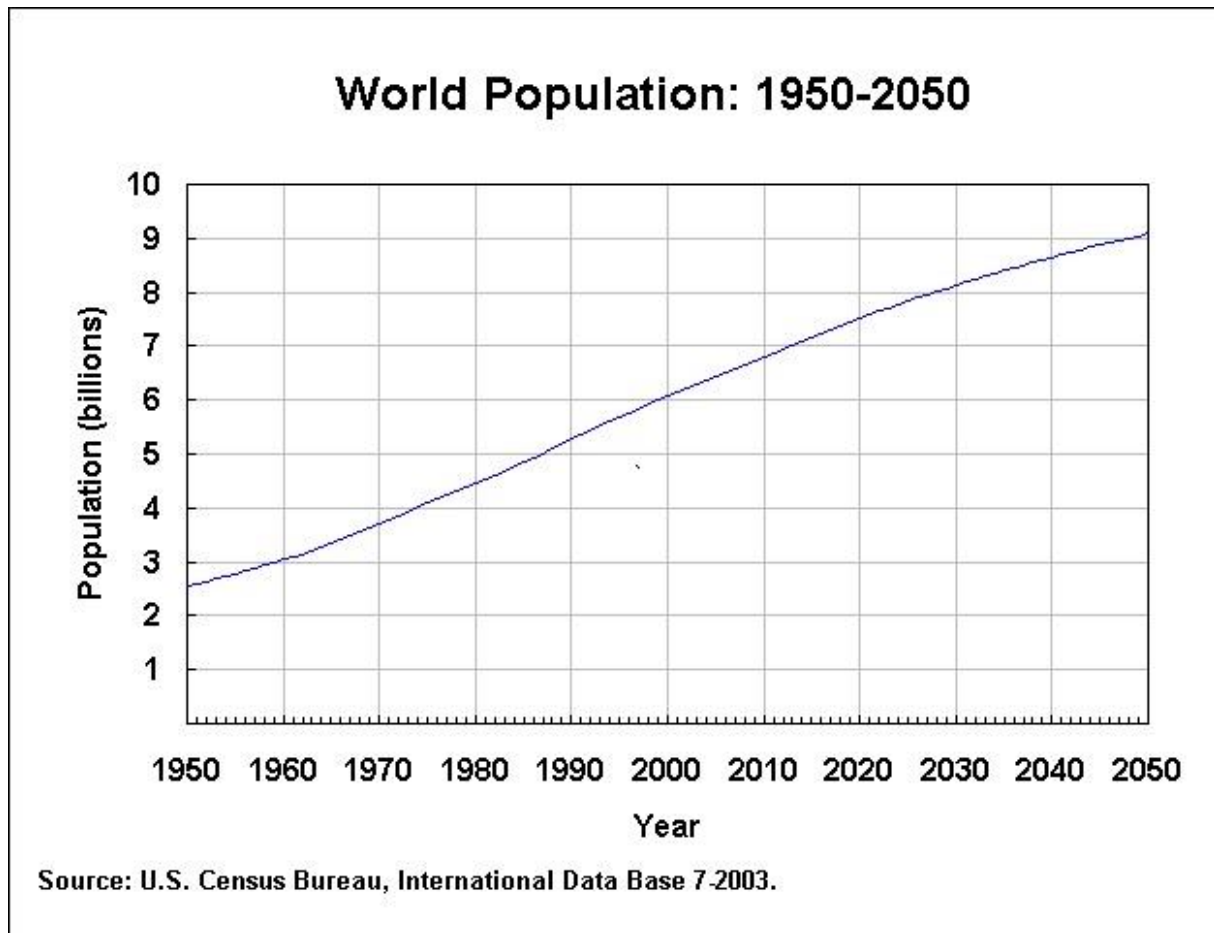
## Évolution depuis 1950

---

<b>Année</b>	<b>Population mondiale</b>	<b>% ±</b>	<b>Accroissement brut</b>
1950	2 525 149 000		
1955	2 758 315 000	+ 9,23 %	233 166 000
1960	3 018 344 000	+ 9,43 %	260 029 000
1965	3 322 495 000	+ 10,08 %	304 151 000
1970	3 682 488 000	+ 10,84 %	359 993 000
1975	4 061 399 000	+ 10,29 %	378 911 000
1980	4 439 632 000	+ 9,31 %	378 233 000
1985	4 852 541 000	+ 9,30 %	412 909 000
1990	5 309 668 000	+ 9,42 %	457 127 000
1995	5 735 123 000	+ 8,01 %	425 455 000
2000	6 126 622 000	+ 6,83 %	391 499 000
2005	6 519 636 000	+ 6,41 %	393 014 000
2010	6 929 725 000	+ 6,29 %	410 089 000
2015	7 349 472 000	+ 6,06 %	419 747 000

### B. Prospective

Aujourd'hui la population mondiale continue à croître mais de manière ralentie comme le montre le diagramme suivant :



En 2016, on estime que la population mondiale augmente de 246 000 habitants par jour, résultat égal à la différence entre les 403 000 naissances et les 157 000 décès estimés par jour sur Terre, ce qui représente une hausse de 90 millions de personnes par an. Le taux annuel de la croissance démographique de la population mondiale, qui était de 2 % en 1970 et encore de 1,9 % en 1990 n'est plus que de 1,2 %.

Si on considère que le taux de croissance de la population mondiale a chuté de 1,9 à 1,2 %, soit de 0,7 % en 25 ans, on peut estimer qu'il faut encore

de 40 à 50 ans pour atteindre le moment où la population mondiale cessera de croître, soit vers 2060/2070. Ensuite, en suivant la même trajectoire, elle devrait baisser. Mais on conçoit que cette perspective laisse beaucoup d'incertitudes. Certes une remontée semble exclue mais le rythme de la baisse peut changer.

Si l'on applique à la population mondiale actuelle, soit 7 536 000 habitants, un taux de croissance allant decrescendo de 1,2 % à 0, en supposant l'acmé en 2060, on arrive à cette date à une population mondiale d'environ 10 milliards, soit 33 % de plus qu'aujourd'hui, qui serait le maximum avant la décroissance.

Les estimations de croissance de la population mondiale par l'ONU n'ont cessé, jusqu'à une date récente, d'être révisées à la baisse. Pour 2050, l'ONU prévoyait

En 1973 : 11 milliards d'hommes

En 1996 : 9,4 milliards d'hommes

En 2100 : 9,1 milliards d'hommes.

Aujourd'hui, les prévisions sont plus prudentes : pour 2050, entre 7,7 et 10,6 milliards et pour 2100, entre 5,5 et 14 milliards.

## II. LA MORTALITE EST EN BAISSSE SUR LE LONG TERME

### A. Considérations générales

La mortalité constitue une donnée essentielle de la démographie.

Le taux de mortalité se calcule de manière simple : le nombre de décès pour mille habitants une année donnée, dans un pays donné.

A partir de là, on peut calculer aussi l'espérance de vie : l'âge moyen du décès d'une cohorte donnée (cohorte = ensemble des hommes et des femmes nés la même année) dans un pays donné ; on distingue d'habitude l'espérance de vie des hommes et celle des femmes.

C'est la baisse de la mortalité, antérieure à celle de la natalité, qui explique la hausse de la population mondiale, d'abord lente de 1650 à 1950, puis accélérée depuis 1950.

Elle a une double influence sur l'évolution de la population :

a) La mortalité a un effet direct sur le solde naturel qui est la différence entre le taux de natalité et le taux de mortalité et donc le taux de croissance de la population.

C'est particulièrement le cas de la mortalité infantile : sa diminution rapide depuis le milieu du XXe siècle équivaut à un surcroît de natalité. La mortalité infantile était de 250 pour mille (une naissance sur 4) jusqu'au XVIIIe siècle. Depuis lors elle n'a cessé de baisser : elle est aujourd'hui en France de 3,5 pour mille, un des chiffres les plus bas du monde, mais la mortalité infantile demeure encore élevée dans les pays les plus arriérés : 67 pour mille au Bénin, 60 pour mille en Afghanistan.

Son évolution mondiale moyenne est la suivante :

1950 : 180 pour mille

2000 : 67 pour mille

2004 : 61 pour mille

2014 : 32 pour mille

b) Par ailleurs la mortalité a une influence propre sur la population totale : si l'espérance de vie croit de 70 à 77 ans, cela signifie qu'il y aura 10 % de population supplémentaire.



L'espérance de vie n'a cessé de s'élever en France depuis la fin du

Moyen-Age :

<b>Espérance de vie en France</b>	<b>H</b>	<b>F</b>
au Moyen-Age	14 ans	
au XVème siècle	19 ans	
au XVIIème siècle	26 ans	
1740-49	23,8	25,7
1750-59	27,1	28,7
1760-69	26,4	29,6
1770-79	28,2	29,6
1780-89	27,5	28,1
1790-99		32,1
1800-09		34,9
1810-19		37,5
1820-29	38,9	39,3
1830-32	37	39
1835-37	39,2	40,7
1840-59	39,3	41
1860-65	39,1	40,6
1877-81	40,8	43,4
1898-03	45,4	48,7
1933-38	55,9	61,6
1952-56	65	71,2
1960-64	67,4	74,4
1970	68,4	75,8
1975	69	78
1981	70,4	78,6
1983	70,6	78,8
1984	71,2	79,3
1991	72,9	81,1
1993	73,3	81,5
1994	75	82

L'espérance de vie était en France en 2015 de 82,7 ans (79 ans pour les hommes, 85 ans pour les femmes). Elle est beaucoup plus faible dans les pays les plus arriérés : moyenne en Afrique en 2017 : 62 ans (64 ans pour les femmes, 61 an pour les hommes) ; au Nigéria, 52 ans (53 ans pour les femmes, 51 ans pour les hommes).

La mortalité reflète l'état sanitaire et parfois politique et social d'un pays. C'est parce qu'il avait noté un recul de l'espérance de vie en URSS à partir de 1970 qu'Emmanuel Todd avait pu prédire l'effondrement prochain du système soviétique. Le même a relevé une hausse de la mortalité aux Etats-Unis depuis une quinzaine d'années, spécialement dans les Etats continentaux qui ont donné leurs voix à Donald Trump en 2016.

Jusque vers 1900, l'espérance de vie des femmes était inférieure à celle de hommes en raison du risque qu'elles avaient de mourir en couches; le rapport se renverse ensuite au bénéfice des femmes du fait de meilleures conditions d'hygiène périnatale et des progrès de l'obstétrique.

Compte tenu du retard d'une partie de la planète et des efforts qui sont faits un peu partout dans le domaine de la santé, la mortalité moyenne de l'humanité devrait continuer à baisser.

Depuis la Préhistoire et jusqu'au XVIIe siècle, le taux élevé de mortalité a neutralisé une natalité qui était, elle aussi, élevée, aussi élevée qu'il était possible dans une vie de femme qui enfantait dès la puberté en un temps où la mortalité périnatale était forte, et donc où, en moyenne, l'espérance de vie des femmes était basse. La fécondité était alors, sur toute la planète, d'environ 7 enfants par femme.

Au XVIIe siècle en Europe, la natalité était de 40/50 pour mille, la mortalité de 35/45 pour mille. Du fait de la mortalité élevée, la population n'augmentait que très lentement ou pas du tout, parfois même elle diminuait. Elle ne croissait que quand les conditions économiques étaient très favorables, par exemple quand il était possible de cultiver des terroirs nouveaux, riches et pas trop peuplés. Dès que la population y atteignait un certain niveau, le terroir devenait insuffisant pour nourrir la population : ou les hommes émigraient ou bien ils mourraient davantage de famine et de maladie, réalisant ainsi le schéma d'équilibre de Malthus.

La mortalité commence à baisser en Europe à partir du milieu du XVIIIe siècle. Cette baisse résulte de multiples facteurs : une meilleure instruction et donc une meilleure hygiène, une meilleure alimentation du fait de progrès agricoles lents mais continus. Les grandes famines qui faisaient mourir des millions de personnes vulnérables, moins de faim d'ailleurs que de l'exposition

plus grande aux maladies, cessent en France vers 1750. Au XIXe siècle la condition des premiers ouvriers est certes difficile mais aucun ne meurt de faim, à la différence de leurs ancêtres journaliers agricoles. L'allongement de la durée de la vie des femmes leur permet d'avoir plus d'enfants. La baisse de la mortalité touche peu à peu tous les pays d'Europe à partir du milieu du XVIIIe siècle, en commençant par l'Angleterre. Il en résulte une augmentation lente de la population, seulement freinée par les débuts du contrôle des naissances, lequel ne touche d'abord que la France.

Hors d'Europe (et des grands pays anglophones comme les Etats-Unis), la mortalité reste maximale jusque vers 1950. La population demeure donc presque partout à un niveau faible ; les premiers gouverneurs des colonies se lamentaient de la faiblesse de la population africaine et de la difficulté de l'augmenter. Les fonctionnaires coloniaux, les médecins militaires, les missionnaires font des efforts pour améliorer l'hygiène mais il leur est difficile d'enrayer les épidémies à une époque où l'Europe elle-même n'est pas à l'abri comme le montre l'épidémie de grippe espagnole de 1918. Ce n'est qu'en 1938 qu'Alexandre Fleming inventa la pénicilline<sup>1</sup> qui, avec l'extension des vaccins, devait changer profondément les conditions de la lutte contre les maladies infectieuses.

---

<sup>1</sup> Elle avait déjà été découverte par le français Ernest Duchesne en 1897 mais cette découverte, méprisée par les autorités scientifiques n'eut pas de suite .

## B. Le choc des années 1950

La baisse de la mortalité, qui avait été faible jusque-là, fait des progrès décisifs et brusques à partir de 1950, alors que la natalité continue d'être élevée, comme c'était nécessaire pour assurer la survie de populations à forte mortalité.

La baisse de la mortalité de 1945 à 1955 est de 35 % en Egypte, de 40 % à Ceylan de 43 % à Porto Rico. Elle est de 50 % entre 1945 et 1960 dans la plus grande partie du Tiers monde

Il va de soi que la baisse de la mortalité n'apparaît pas immédiatement à des populations vivant au jour le jour. Elles continuent donc sur la lancée, pendant au moins 25 ans à avoir beaucoup d'enfants. La fourchette entre natalité et mortalité s'ouvre brusquement, entraînant l'ensemble du Tiers monde dans une hausse rapide de la population à partir de la deuxième moitié du siècle.

C'est ce qui explique l'explosion démographique qui voit passer la population mondiale de 2,5 à 6 milliards en cinquante ans (1950-2000). La

hausse est particulièrement spectaculaire dans certains pays comme l'Algérie, le Maroc, l'Égypte, mais aussi l'Afrique noire, l'Inde, l'Iran, le Brésil.

La cause de cette baisse spectaculaire de la mortalité et donc de la multiplication du nombre de hommes, ce sont les efforts exceptionnels accomplis par les puissances coloniales pour améliorer la situation sanitaire de leurs colonies à la veille de l'indépendance. On est loin de crimes contre l'humanité ! Des efforts analogues sont accomplis dans les pays développés mais ils partent de plus haut et la fécondité y avait déjà baissé sensiblement.

### III. LA FECONDITE (ET DONC LA NATALITE) EST EGALEMENT EN BAISSÉ SUR LE LONG TERME

La natalité est, tout autant que la mortalité, un facteur fondamental de l'évolution démographique. Le monde ne connaît pas seulement, sur le long terme, une baisse de la mortalité, mais aussi une baisse de la fécondité et donc de la natalité.

#### A. Définitions

Le taux de natalité est une donnée simple : il se calcule, comme le taux de mortalité, à partir de la population totale : c'est le nombre d'enfants qui naissent chaque année pour 1000 habitants.

C'est pourtant le taux de fécondité qui constitue la donnée essentielle de la situation démographique d'un pays mais il n'apparaît qu'au terme d'un calcul qui peut se faire de différentes manières.

On peut calculer la descendance finale qui est le nombre moyen d'enfants par femme d'une génération donnée, mais c'est une donnée qui ne peut être connue immédiatement.

C'est pourquoi le taux de fécondité désigne généralement l'indice synthétique (ou conjoncturel) de fécondité qui est le taux de natalité corrigé par la structure de la pyramide des âges.

Le taux de natalité résulte en effet du croisement de deux variables : la fécondité effective des femmes et le nombre de femmes en âge d'avoir des enfants. Un pays pourra avoir une natalité moyenne si sa fécondité est forte et le nombre de femmes en âge d'enfanter faible ou l'inverse, une natalité forte par l'effet d'une fécondité faible mais avec un nombre encore élevé de femmes en âge d'enfanter: c'était le cas jusqu'à une date récente en Chine.

Pour calculer le taux de fécondité, il faut abstraire du taux de natalité les variations du nombre de femmes en âge de procréer (15-49 ans): il se calcule en ramenant, cohorte par cohorte, la natalité à ce qu'elle serait avec une pyramide des âges standard.

Ce taux a une haute signification car il exprime la vitalité actuelle d'un pays, la propension de ses habitants à mettre au monde des enfants.

Pour qu'une population se renouvelle à l'identique, il faut un taux de fécondité de 2,1 (soit 2,1 enfants par femme). Pourquoi ce chiffre ? Parce qu'il nait, de manière naturelle, un peu plus d'hommes que de femmes et aussi en raison de la mortalité infantile et juvénile. Si cette mortalité est élevée, le seuil n'est plus de 2,1, mais 2,2, 2,3, 2,4... Il en est de même si par des moyens artificiels il nait sensiblement plus de garçons que de filles, comme c'est aujourd'hui le cas en Asie.

#### B. Un effet à retardement

Mais les variations du taux de natalité n'ont d'effet qu'à retardement :

a) D'abord parce qu'il faut attendre au moins vingt ans pour que ces variations se répercutent sur celles de la population adulte ;

b) Ensuite en raison du phénomène que nous venons d'entrevoir : le taux de fécondité détermine le nombre de femmes en âge d'enfanter de vingt à cinquante ans après et a donc des effets sur la natalité de vingt à cinquante ans après. Il peut même avoir des effets amortis sur la troisième génération.



C'est pourquoi une baisse de la fécondité n'a généralement pas d'effet immédiat si elle touche une génération de femmes issues elles-mêmes de parents ayant eu un fort taux de fécondité et donc nombreuses. C'est ce qui explique que les phénomènes démographiques, s'ils sont prévisibles, agissent souvent à retardement comme un véhicule lourd à forte inertie où les coups de frein n'ont pas d'effet immédiat ; il en est de même en sens inverse, quand fécondité se relève, ce qui est plus rare.

### C. Les différentes phases de la baisse de la fécondité

#### 1. La baisse de la fécondité en Europe

La baisse de la fécondité des femmes, qui était très élevée, au moins dans les classes populaires, depuis la Préhistoire, par un souci instinctif de perpétuation de l'espèce, a commencé très tôt en Europe, dès le Moyen-Age.

Il y avait déjà eu une baisse de la fécondité dans l'Empire romain qui est peut-être la cause de sa disparition, mais elle avait surtout touché les classes les plus élevées. La fécondité redevint maximale (avec une mortalité elle aussi maximale) au Haut Moyen Age.

Vers le XIII<sup>e</sup> siècle, se produit en France puis dans une partie de l'Europe, pour la première fois dans l'histoire de manière aussi massive, une hausse de l'âge au mariage qui, de 15-16 ans où il s'était établi jusque-là atteint les 26-27 ans, ce qui se traduit naturellement par une baisse de la fécondité.

La fécondité reste cependant à un niveau assez élevé jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle et même jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle.

Le premier pays dont la fécondité baisse dans le mariage est la France, dès le milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle.

La France a ainsi presque un siècle et demi d'avance sur les autres pays en matière de contrôle des naissances.

Le déficit des naissances français s'ajoute aux morts des guerres napoléoniennes pour affaiblir en termes relatifs la population française – qui continue cependant d'augmenter.

Au XIX<sup>e</sup> siècle, la fécondité des pays autres que la France se maintient jusque vers 1880 : Allemagne, Grande-Bretagne, Italie, Russie, Pologne etc. Elle baisse ensuite jusqu'en 1940.

Les conséquences de ces faits considérables :

- La France qui était (en dehors de la Russie) le pays le plus peuplé d'Europe avant la Révolution française ne l'est plus un siècle plus tard. Elle est dépassée par l'Allemagne unifiée à partir de 1871.

- La France n'a pas de surplus de population à exporter tout au long du XIXe siècle alors que les autres pays en ont : c'est ainsi que les Etats-Unis et d'autres pays (Canada, Australie) ont été peuplés par des Anglais, des Irlandais, des Allemands, des Russes, des Italiens, pas par des Français. Il ne faut pas chercher ailleurs la cause du basculement qui fait que la langue internationale la plus parlée devient peu à peu l'anglais au lieu du français. La France n'a pas fait bande à part : elle a seulement eu de l'avance par rapport aux autres pays dans le mouvement universel de baisse de la fécondité.

Le tableau suivant montre le nombre d'émigrants européens (en millions) entre 1846 et 1932 :

Iles britanniques : 18 (dont l'Irlande 5,6)

Italie : 11

Autriche-Hongrie : 5

Allemagne : 14,9

Espagne 4,6

Russie : 2,5

Portugal : 1,8

Suède : 1,2

Norvège : 0,8  
 Pologne 0,6  
 France : 0,5

Il est clair que dans ces flux, les Français ne faisaient pas le poids.  
 Sanction d'avoir été trop en avance sur leur temps.

Ces flux ont permis aux Etats-Unis de passer de 1800 à 1900 de 5 à 130 millions d'habitants.

La natalité européenne baisse sensiblement de 1880 à 1940. L'Allemagne et la Grande-Bretagne d'abord, la Russie et l'Italie plus tard. Dans les années 1930-1940, une partie de l'Europe ne renouvelle plus sa population (dont la France et l'Allemagne). Cela avant même que se répandent la contraception moderne et l'avortement provoqué.

Le taux de fécondité français évolue de la manière suivante :

1860 : 3,6  
 1880 : 3,1  
 1910 : 1,6  
 1936 : 2,07.

L'Allemagne, qui était à 5,2 en 1880 tombe à 1,63 en 1938 (Berlin : 1 ; Vienne : 0,5) ; la Grande-Bretagne qui était à 4,2 en 1880 tombe à 1,79 en 1938.

Le démographe Alphonse Landry, qui était aussi président du Conseil général de la Corse et ministre de la III<sup>e</sup> République publie en 1932 un livre appelé *La Révolution démographique* où il prédit l'extinction de l'humanité, en commençant par les pays d'Europe.

## 2. La parenthèse du « baby-boom »

Après la guerre, la baisse tendancielle de la fécondité a été interrompue pendant une quinzaine d'années dans la plus grande partie du monde occidental par ce qu'on a appelé le *baby-boom* : une reprise de la natalité à la fin de la II<sup>e</sup> guerre mondiale qui a atteint son maximum dans les années cinquante et au début des années soixante. Ce *baby-boom* a été particulièrement remarquable dans les pays de la coalition des vainqueurs de la II<sup>e</sup> guerre mondiale (Etats-Unis, Canada, Royaume-Uni, France) ; il a été par contre à peine marqué en Allemagne. La fécondité passe en France de 2,1 en 1928 à 3,2 en 1947 ; elle atteint 3,36 aux Etats-Unis (1953), 3,6 au Canada (1947), 3,6 en Norvège (1947), 2,9 au Royaume-Uni (1964) et seulement 2,08 en Allemagne (éphémère regain à 2,5 en 1966).

Le « baby-boom » reste jusque vers 2010 le seul cas de reprise de la natalité dans le grand mouvement de baisse des deux derniers siècles.

### 3. La reprise de la baisse de la fécondité

Pour ce qui est de l'Europe occidentale, des Etats-Unis et des dominions britanniques (et aussi du Japon), le mouvement de baisse reprend à partir de 1966 et il ne s'est pas arrêté depuis.

Aujourd'hui, tous les pays occidentaux sont au-dessous du seuil nécessaire à la reconduction des générations. La France et les Etats-Unis faisaient exception entre 2000 et 2014 : ils sont rentrés ensuite dans le rang, chutant de 2/2,1 à 1,8.

Même si le mouvement de baisse a cessé dans la plupart des pays européens et si on observe même une certaine reprise dans quelques pays (pas en France), le taux de fécondité s'y trouve partout à un niveau insuffisant pour la reconduction des générations.

Un pays peut en effet voir sa fécondité baisser mais, dès lors qu'il se trouve au-dessus du seuil de reproduction des générations sa population continue d'augmenter (exemple l'Inde). A l'inverse un pays dont la fécondité remonte mais qui se trouve encore au-dessous du seuil de reproduction voit sa population continuer à baisser (exemple la Russie).

Les causes de la baisse de la fécondité dans les pays avancés sont diverses :

- D'abord la mise en place, dans le cadre de l'Etat providence, de systèmes de retraite qui exonèrent les enfants du soin de leurs parents âgés ; ils reviennent à une sorte de collectivisation de la charge du Troisième âge alors que celle du Premier âge demeure à la charge des familles, qui a, comme tout collectivisme, un effet déresponsabilisant, en l'occurrence sur la procréation ;

- Ensuite l'érosion des politiques familiales mises en place à partir de 1945 dans presque tous les pays ( pas les Etats-Unis) pour soutenir une natalité qui était devenue très faible avant la guerre ; ces politiques familiales ont même disparu en Europe du Sud et de l'Est ; officiellement motivée par des raisons budgétaires , cette érosion résulte d'un désintérêt croissant des pouvoirs publics , reflet de celui de l'opinion, peu informée des questions démographiques ;

- A une date plus récente, l'idéologie écologiste selon laquelle la terre serait trop peuplée s'est répandue un peu partout suscitant une sorte de culpabilisation de ceux qui voudraient trop d'enfants ;

- La plus grande facilité d'accès à l'avortement et à la contraception artificielle à partir des années 60 et 70 – mais on a vu que la natalité s'était déjà effondrée sans cela avant 1939 .

C'est ainsi que la plupart des pays européens sont passés au-dessous du seuil de reproduction des générations. La barre de 2,1 est franchie aux dates suivantes :

Suède et Finlande : 1968

Danemark et Allemagne de l'Ouest : 1969

Suisse : 1970

Belgique, Canada, Etats-Unis : 1972

Royaume-Uni , Pays-Bas, Autriche : 1973

France, Norvège, Italie : 1974

Australie : 1976

( pour mémoire : Japon : 1975 ; Russie : 1968 puis - après reprise - 1990 )

La fécondité française est dans un premier temps tombée très bas : 1,71 en 1977. Elle s'est relevée ensuite : 1,77 en 1999, puis 2,01 entre 2008 et 2014. Depuis lors, elle est à nouveau en baisse : 1,88 aujourd'hui. L'évolution des Etats-Unis est parallèle.



Le niveau bas de la fécondité de la plupart des pays occidentaux est aujourd'hui masqué en partie par la natalité issue de l'immigration notamment en Europe du Nord-Ouest et dans les pays anglo-saxons. En revanche dans des pays où la présence immigrée est faible (Russie, Pologne, Hongrie, Espagne et jusqu'à une date récente, Italie), cette compensation partielle n'existe que peu ou pas.

#### 4. La baisse de la fécondité dans le Tiers monde

Considérons à présent les pays dits du Tiers monde : Asie (exception faite du Japon et de la Russie qu'on peut rattacher aux pays occidentaux), Afrique, Amérique latine dont beaucoup ont connu la colonisation puis, entre 1947 et 1962, la décolonisation. Ils représentent les deux tiers des terres émergées.

Ils ont été touchés eux aussi par la baisse tendancielle de la fécondité mais beaucoup plus tard que les pays avancés.

Date du passage au-dessous du seuil de reconduction des générations des pays non-occidentaux suivants :

Corée du Sud : 1983

Chine : 1992

Vietnam : 2000

Iran : 2002

Brésil : 2005

Les autres pays n'ont pas encore franchi ce seuil mais pour la plupart s'en approchent

Jusqu'en 1950, les pays du Tiers monde ont encore une natalité très élevée, nécessaire à la reproduction des générations dans un contexte où la mortalité est également très élevée. C'est la continuation de ce qui s'était toujours passé au cours de l'histoire.

Entre 1950 et 1960, comme nous l'avons évoqué, la mortalité chute brusquement dans toute cette zone.

La natalité continuant à être élevée, c'est l'explosion démographique déjà évoquée mais qui, comme on le voit, ne résulte nullement d'une modification de la fécondité.

Les différents peuples se mettent alors à réaliser peu à peu, avec ou sans politique gouvernementale de contrôle des naissances, que pour reproduire les générations il n'est plus nécessaire d'avoir autant d'enfants.

Cette baisse de la fécondité s'explique de différentes manières :

- Parfois des politiques très coercitives comme la politique de l'enfant unique en Chine. Mais il faut noter que certains pays où

rien de semblable n'a eu lieu, comme la Thaïlande, ont aussi vu leur natalité baisser.

- Les politiques de l'ONU et des autres organisations internationales (en particulier l'OMS) dans les pays du Tiers monde, par exemple les campagnes de stérilisation quasi-forcées au Brésil.

- Par derrière l'ONU, la volonté discrète mais très forte des Etats-Unis de réduire la population mondiale (en dehors de la leur). Dès les années 50, la Fondation Rockefeller avait joué un rôle essentiel dans la mise au point et la diffusion de la pilule contraceptive. En 1974, Henry Kissinger avait commandé un rapport sur le thème : « *Implications de la croissance de la population mondiale pour la sécurité des Etats-Unis et leurs intérêts outre-mer* » concluant qu'il fallait absolument faire baisser la natalité dans le Tiers monde. Aujourd'hui Bill Gates préconise une baisse de 90 % de la population mondiale (en ne gardant sans doute que les Américains riches !); Warren Buffet finance largement les organisations pro-avortement un peu partout dans le monde. Cet état d'esprit dominant au sein de la puissance hégémonique a sans nul doute eu un effet sur le reste du monde.

- L'urbanisation du Tiers monde qui, non seulement raréfie l'espace mais rend les hommes et les femmes plus sensibles à des comportements modernes. Aujourd'hui 50 % de la population mondiale vit en ville.
- Mais le motif le plus puissant de la baisse de la fécondité hors d'Europe est sans doute la diffusion, au travers notamment des séries télévisées américaines, du modèle occidental de famille à deux enfants.

On peut dire, en résumé, que les motifs les plus forts de la baisse tendancielle de la fécondité sont, pour les pays occidentaux, la mise en place des systèmes de retraite, pour le reste du monde, la diffusion du modèle familial occidental.

La baisse de la fécondité du Tiers monde s'observe dès 1975 (au moment où la presse internationale était pleine de titres hystériques sur la « bombe démographique », appelée « bombe P » par un propagandiste malthusien Paul Ehrlich). Mais elle est différenciée selon les pays quant à son rythme et quant à son point d'aboutissement.

Aujourd'hui tous les pays du monde sont touchés à des degrés divers.

La baisse de la fécondité est allée très loin en Chine, au Brésil, en Iran où le seuil de non-renouvellement de la population a été passé depuis déjà quelque temps

Elle va moins vite dans le monde arabe ou en Inde mais y suit généralement son cours, sous les réserves que nous verrons.

Le continent où cette évolution se produit aussi mais avec retard est l'Afrique, spécialement l'Afrique noire. L'évolution globale y est la même que celle du reste du monde : la fécondité africaine subsaharienne est passée en 40 ans de 7 à 4,9 enfants par femme en moyenne mais elle accuse un fort retard par rapport aux autres continents, ce qui aura des conséquences considérables. Sur ce continent s'observe à plein cette loi que même si le taux de fécondité est en baisse, sa valeur absolue restant élevée, l'augmentation de la population reste rapide.

#### D. Une notion dépassée : la transition démographique

La plupart des démographes parlent, pour désigner cette baisse générale de la fécondité de « transition démographique ». Ils veulent dire par là que les différents pays – et peu à peu l'humanité –, passeraient d'une situation archaïque où une natalité élevée équilibrait une mortalité

également élevée à un nouvel équilibre où une natalité beaucoup plus faible équilibrerait une mortalité également faible, continuant de perpétuer la population.

En réalité cette expression est très contestable. Rien ne permet de dire que, une fois la baisse de la fécondité amorcée, elle s'arrêtera, ni même reviendra au seuil nécessaire au renouvellement des populations soit 2,1 enfants par femme. Au contraire, la baisse se poursuit partout en dessous de ce seuil et dans le pays où le mouvement de baisse semble achevé, comme en Chine ou la plupart des pays d'Europe, le niveau atteint se situe très en dessous de ce seuil, ce qui fait que la tendance demeure à la baisse de la population.

#### E. L'effet global : le ralentissement de la croissance de la population mondiale

Il reste que, du fait de la baisse de la fécondité (et en dépit de la baisse de la mortalité), la croissance de la population mondiale va en se ralentissant depuis 1970 :

Accroissement naturel de la population mondiale :

1960 : 2 %

1968 : 2,1 %

1980 : 1,8 %

1990 : 1,6 %

1995 : 1,4 %

2004 : 1,3 %

2014 : 1,2 %

(Source : ONU- Population référence bureau)

L'indice synthétique de fécondité moyen mondial est aujourd'hui de 3,2 mais depuis 2003, la majorité de l'humanité est au-dessous de 2,1. L'ensemble de l'humanité, y compris l'Afrique subsaharienne, devrait passer au-dessous de 2,1 en moyenne vers 2040.

Après ce tableau d'ensemble, nous allons passer en revue les effets de ces évolutions sur les différentes parties du monde.





## DEUXIEME PARTIE

### LES DIFFERENTES PARTIES DU MONDE

Le devenir démographique des différentes parties du monde résulte pour l'essentiel des évolutions que nous venons de voir mais avec un tempo différent d'un continent, voire d'un pays à l'autre.

#### I. L'ASIE

##### A. L'Asie centrale et orientale

La fécondité de l'Asie est en baisse mais de manière différenciée comme l'indique le tableau suivant ( le Proche et Moyen Orient sera traité plus loin ):

	1980	2000	2010	2017
<b>ASIE</b>		<b>2,8</b>	<b>2,2</b>	<b>2,2</b>
Japon	1,8	1,4	1,4	1,2
Corée du Sud	2,3	1,6	1,2	1,2
Taiïwan	2,7	1,4	1	1,2

Singapour	1,8	1,6	1,2	1,2
Chine	2,3	1,8	1,5	1,8
Inde	5,3	3,4	2,6	2,3
Indonésie	4,1	2,8	2,4	2,4
Vietnam	5,8	2,7	2,1	2,1
Thaïlande	3,7	2	1,8	1,5
Birmanie	5,5	3,8	2,4	2,3
Bangla-Desh	6,3	3,3	2,4	2,3
Sri-Lanka	3,4	5,6	2,4	2,1
Pakistan	6,3	5,6	4	3,6
Philippines	5	3,7	3,2	2,8
Malaisie	4,4	3,2	2,6	2

Ce tableau montre clairement un groupe de pays avancés en perdition, **le Japon** étant le principal, avec **la Corée du Sud, Taïwan et Singapour**. Avec une fécondité de 1,2, ils auront pratiquement disparu de la carte en 2100. Peut-être ont-ils trop sacrifié à la productivité.

Le Japon, pays précocement industrialisé a ainsi suivi, en pire, le même chemin que l'Europe ; sa fécondité est en berne depuis les années 1970. La population est âgée. A la différence d'une partie de l'Europe, le déficit démographique n'y est pas camouflé par l'immigration, très restreinte au pays du Soleil levant, connu pour sa xénophobie.

Le déclin économique relatif du Japon, écrasé par une dette interne considérable et, de plus en plus, par le poids des retraites, est aussi un effet de son vieillissement. Il y a peu de chances que le Japon redevienne un acteur de premier plan sur la scène politique mondiale.

La **Thaïlande**, pays le plus occidentalisé du Sud-Est asiatique, suit la même pente.

Ces pays contrastent avec les **Philippines** où, malgré une tendance à la baisse, la fécondité demeure la plus élevée de la sous-région (2,8).

La **Chine** qui a connu une expansion économique fulgurante, trente ans après le Japon, a fait l'objet d'une politique féroce de contrôle de naissances reposant sur des méthodes autoritaires comportant l'obligation de l'enfant unique. La croissance de la population y a continué en raison du mécanisme à retardement que nous avons décrit, les générations en âge de se reproduire ayant été extrêmement nombreuses jusqu'à une date récente. Maintenant, ce sont les générations d'enfants uniques qui arrivent à l'âge adulte. La Chine va donc connaître assez vite un vieillissement accéléré qui pourrait mettre un terme à sa croissance exceptionnelle. Le gouvernement, conscient de ce risque, assouplit la politique de contrôle des naissances, ce qui a sans doute permis un relèvement récent du taux de fécondité de 1,5 à 1,8, mais les habitudes sont prises et la fécondité risque de rester basse.

Ce vieillissement pourrait avoir des conséquences dramatiques : dans un pays dont le respect de la vie n'est pas la caractéristique première, qui a vu les plus grands massacres du XXe siècle et a aujourd'hui les records mondiaux

d'avortements et d'exécutions capitales, on peut redouter un recours massif à une euthanasie plus ou moins occulte.

L'avortement sélectif qui a longtemps été la principal mode de limitation de naissances a davantage frappé les filles que les garçons, ce qui entraîne un déséquilibre inquiétant des sexes.

**Le Vietnam, l'Indonésie, la Malaisie, la Birmanie, le Sri-Lanka** ont connu à des degrés divers la baisse de la fécondité, malgré des contraintes politiques plus faibles qu'en Chine mais ils sont encore au-dessus du seuil de reproduction.

**L'Inde** qui applique elle aussi une politique de contrôle de naissances mais moins rigoureuse que celle de la Chine, est également prise dans un mouvement de reflux de la natalité qui apparaît nettement sur le tableau mais avec un temps important de retard. Sa fécondité est de 2,8 %, encore assez forte pour alimenter une croissance substantielle.

La conséquence est que la population de l'Inde (1, 353 milliards) ne va pas tarder à passer devant celle de la Chine (1, 386 milliards). Un résultat délibérément recherché par ses dirigeants malgré la surpopulation que connaît déjà la péninsule. Ce renversement en cours est un des évènements majeurs de l'histoire contemporaine.

En Inde, comme en Chine, les garçons sont nettement plus nombreux que les filles.

Compte tenu du fait que la croissance démographique de l'Inde s'accompagne d'une croissance économique, il y a cependant peu de risques que se produise dans le reste du monde une invasion indienne, d'autant que l'Inde elle-même, si on prolonge les courbes actuelles, devrait passer au-dessous du seuil de reproduction d'ici une dizaine d'années.

L'Inde est en concurrence avec **le Pakistan** qui conserve un taux de fécondité élevé (3,6), non seulement par rapport à l'Inde mais aussi par rapport aux autres grands pays musulmans d'Asie (Indonésie, Bangladesh, Iran). Arriération ou ambition ?

## B. Le Proche et le Moyen-Orient

Le tableau suivant est focalisé sur le Proche et Moyen-Orient, principalement musulman :

PROCHE-ORIENT	1980	2000	2010	2017
Israël	3,5	2,9	3	3,1
Palestine		7	4,6	4
Arabie saoudite	7,2	6,4	3,8	2,6
Iran	6,3	3	2,6	1,8
Irak	7	5,7	4,1	4,1
Syrie	7,2	4,7	3,3	2,9
Turquie	4,3	2,6	2,1	2,1

Jordanie	7,3	4,4	3,8	3,3
Liban	4,7	2,4	2,3	1,7
Ouzbékistan		3,2	2,8	2,5
Kazakhstan		1,8	2,7	3
Afghanistan	6,9	6,1	5,7	5,3
Yémen	6,9	6,7	5,5	4,1
Oman	7,2	7,1	2,6	2,9

On y ajoutera pour faciliter la compréhension d'autres pays musulmans évoqués par ailleurs :

	1980	2000	2010	2017
Pakistan	6,3	5,6	4	3,6
Bengladesh	6,3	3,3	2,4	2,3
Indonésie	4,1	2,8	2,4	2,4
Egypte	5,3	3,3	3	3,3
Algérie	7,3	4,1	2,3	3,1
Maroc	6,9	3,1	2,4	2,4

Les grands pays musulmans d'Asie, **Indonésie, Bangladesh, Pakistan (déjà évoqués), Turquie, Arabie saoudite, républiques d'Asie centrale**, évoluent de la même manière : fécondité en baisse mais au-dessus du seuil de reproduction, donc population encore en augmentation pour quelque temps. Il convient cependant de noter un cas particulièrement significatif : l'effondrement de la fécondité de **l'Iran** passée de de 7 enfants par femme à 1,8 ( 1,7 selon d'autres sources ) depuis le début du régime des ayatollahs (1979), soit nettement au-dessous du seuil de reproduction, ce qui semble relativiser l'influence du facteur religieux. Les cas atypiques de l'Egypte et de l'Algérie qui ne sont pas des pays asiatiques seront évoqués plus loin.

Les pays en retard sont des pays en guerre comme **l'Irak** où les sanctions américaines, qui auraient tué près d'un million d'enfants, ont eu pour effet, dès les années 1990 le maintien d'une fécondité anormalement élevée au sein du Proche-Orient, ou des pays arriérés. **L'Afghanistan et le Yémen** cumulent ces deux caractéristiques : leur fécondité demeure très haute.

La situation conflictuelle a également maintenu **la fécondité d'Israël et des Palestiniens** à un niveau élevé. Avec une fécondité de 3,1 (sans influence de la composante arabe du pays), Israël présente un taux nettement plus élevé que tous les autres pays occidentaux. Cela est dû à l'impact de la communauté des juifs orthodoxes et probablement à la situation conflictuelle ; en outre, les ashkénazes y sont moins féconds que les sépharades. Il en est de même de la bande de Gaza qui, malgré sa surpopulation et une certaine tendance à la baisse, maintient sa fécondité à un niveau plus élevé que l'ensemble du monde musulman : 4 enfants par femme, alors même que les Palestiniens sont les plus éduqués des Arabes. A échéance de 20 ans, les Arabes devraient être à nouveau plus nombreux que les Juifs sur l'ensemble de la Terre sainte.

Contagion palestinienne ? **La Jordanie** garde aussi, malgré la modernité apparente de la monarchie hachémite, une croissance élevée (3,3).

Il est difficile de dire quel a été l'impact de la guerre sur la fécondité de la **Syrie** qui n'était déjà pas très élevée (2,9) . Le **Liban** (1,7), lui, de plus en plus occidentalisé, ne renouvelle plus sa population.

Malgré les diatribes d'Erdogan contre le planning familial, la fécondité de la **Turquie** est, elle aussi, nettement en baisse (2,1).

## II. L'AMERIQUE

En Amérique, la fécondité est également en baisse générale avec quelques retards dans certaines Etats d'Amérique centrale ou des Caraïbes.

Le tableau suivant montre les différences actuelles entre pays :

	1980	2000	2010	2017
<b>AMERIQUE</b>		<b>2,5</b>	<b>2,2</b>	<b>2</b>
Canada	1,8	1,5	1,7	1,6
Etats-Unis	1,8	2	2	1,8
Mexique	4,8	3	3,3	2,2
Guatemala	5,7	5,1	4,4	2,9
Costa-Rica	3,8	2,7	1,9	1,7
Jamaïque	3,7	2,8	2,4	2
Cuba	1,9	1,6	1,6	1,7
Haïti	5,3	4,8	3,5	2,9
Argentine	2,9	2,6	2,3	2,3
Bolivie	6,8	4,2	3,5	2,9
Brésil	4,4	2,3	2	1,6
Chili	3	2,4	1,9	1,8
Venezuela	4,9	2,9	2,6	2,4



Colombie	3,9	2,3	2,4	2
Pérou	5,3	4,4	2,6	2,4

Il est remarquable que la fécondité d'un grand pays comme le **Brésil** (193 millions d'habitants), longtemps connu pour sa natalité exubérante, soit tombée nettement au-dessous du seuil de reconduction des générations (1,6). Le **Mexique** (2,2) ne saurait tarder à le suivre.

Les **Etats-Unis** sont un cas particulier : bien que participant à la sphère occidentale, ils se sont, jusqu'à une date récente, distingués, comme la France, par leur maintien au niveau ou près du seuil de reproduction (2,1), ce qui explique, avec une forte immigration, une croissance démographique maintenue (325 millions d'habitants). Toutefois le noyau central de la population américaine, les Blancs d'origine européenne, avait déjà une fécondité nettement déficitaire ; celle des Noirs est depuis longtemps assez basse. Les immigrés latino-américains assuraient pour l'essentiel la croissance démographique.

Depuis deux ans, la fécondité américaine est retombée à 1,8, soit nettement au-dessous du seuil de 2,1. On peut assigner à cette chute deux causes : d'abord le triomphe du paradigme libertaire (avortement beaucoup plus facile qu'en France, mariage homosexuel étendu par la Cour suprême à tous les Etats, sécularisation d'une partie de la société), ensuite la baisse de la

fécondité des « latinos », qui vient en écho de sa baisse dans leur pays d'origine. Rien ne laisse supposer que les Etats-Unis remonteront au-dessus du seuil de reproduction.

Globalement la population des Amériques devrait baisser à partir de 2040.

### **III. L'EUROPE**

Reste la situation, très contrastée, de l'Europe et de l'Afrique qui, malgré leur proximité par la longitude (- 30 ° - + 50 °) représentent sur la planète deux cas extrêmes.

#### **A. Vue générale**

La récession démographique de l'Europe (Russie comprise) est bien connue : sa population depuis déjà vingt ans ne se reproduit qu'environ aux 2/3. Ce qui, en partant d'une population de 100, nous fait passer à 66 une génération après, 44 deux générations après, 29 trois générations après, soit

environ en un siècle. C'est le quasi disparition des populations de l'Europe qui est programmée à l'échéance de deux siècles.

Le taux de fécondité européen moyen est, il est vrai remonté légèrement de 1,4 à 1,6 au cours des sept dernières années en raison d'un certain regain de pays qui étaient tombés très bas (Tchéquie, Slovaquie, Suède) et aussi très probablement de l'impact grandissant de la fécondité des populations immigrées.

La **Russie**, non incluse dans cette moyenne, mais que les données de l'ONU classent légitimement en Europe, représente un cas encore plus spectaculaire de remontée, de 1,2 à 1,7 à partir de 2000, due à la politique familiale active de Poutine et, semble-t-il, d'une plus grande confiance dans l'avenir du pays, mais elle est encore loin du seuil de reproduction. Les pays de l'ancienne URSS, comme la **Biélorussie**, la **Géorgie** et, curieusement, les **Pays baltes**, lui emboitent le pas. Pas l'**Ukraine** que la guerre ne fait qu'enfoncer dans la dépression.

Les situations sont contrastées d'un pays à l'autre comme le montre le tableau suivant qui regroupe les pays par sous-régions:

EUROPE	1980	2000	2010	2017
Europe sans la Russie		1,4	1,6	1,6
France	1,9	1,7	2	1,9
Royaume-Uni	1,9	1,7	1,9	1,8
Allemagne	1,4	1,3	1,3	1,5
Belgique	1,6	1,5	1,7	1,7
Pays-Bas	1,6	1,5	1,7	1,7
Suède	1,5	1,5	1,5	1,9
Norvège	1,8	1,8	2	1,7
Danemark	1,6	1,7	1,8	1,8
Finlande	1,6	1,7	1,9	1,6
Irlande	3,4	1,9	2,1	1,9
Suisse	1,5	1,5	1,5	1,5
Autriche	1,6	1,3	1,4	1,5
Espagne	2,5	1,2	1,4	1,3
Portugal	2	1,5	1,3	1,4
Italie	1,7	1,2	1,4	1,3
Grèce	2,3	1,3	1,5	1,4
Pologne	2,3	1,5	1,4	1,4
Tchéquie	2,3	1,2	1,5	1,6
Slovaquie	2,3	1,4	1,4	1,4
Hongrie	2	1,3	1,3	1,5
Roumanie	2,5	1,3	1,3	1,2
Bulgarie	2,1	1,1	1,6	1,5
Estonie		1,2	1,6	1,6
Lituanie		1,4	1,5	1,7
Lettonie		1,1	1,3	1,7
Slovénie		1,2	1,5	1,6
Croatie		1,7	1,5	1,4
Bosnie-Herzégovine		1,6	1,2	1,2
Serbie	2,2	1,7	1,4	1,5
Macédoine		1,8	1,5	1,5
Monténégro		x	1,8	1,6
Albanie	4,2	2	1,6	1,6
Kosovo		x	2,5	1,8
Ukraine		1,3	1,5	1,5
Biélorussie		1,3	1,4	1,7
Moldavie		1,7	1,3	1,3

Georgie	1,3	1,7	1,7
Arménie	1,5	1,7	1,6
Azerbaïdjan	2,1	2,2	2
Russie	1,2	1,5	1,7

## B. Les différences européennes

Les différences entre les pays d'Europe, toute relatives au demeurant, sont diversement appréciées : on note que la situation est catastrophique dans l'Europe latine et l'Europe d'Est (sauf la Russie); la disparition des politiques familiales sous la pression des critères de Maastricht a eu un effet dépressif particulièrement cruel dans des pays comme **la Grèce** mais aussi **l'Espagne** que l'on présente souvent comme l'élève modèle de la zone euro et qui a appliqué consciencieusement le démantèlement suicidaire des politiques familiales préconisé par Bruxelles. Le maintien de l'Espagne dans l'euro est assuré mais pas la survie des Espagnols.

Si la situation semble stabilisée en Europe de l'Est, la fécondité demeure très basse en **Roumanie (1,2), Pologne (1,4), Hongrie, Bulgarie, Serbie (1,5)**. Les pays musulmans des Balkans (**Albanie, Kosovo**), naguère très prolifiques, sont en voie de normalisation.

Le fait que toute l'Europe du Nord-Ouest semble se porter moins mal est diversement analysé.

D'abord, c'est dans cette région que la politique familiale, quoique érodée, s'est le mieux maintenue.

Emmanuel Todd invoque la culture familiale : individualiste et libérée dans les sociétés anglaise ou française , elle accepte mieux que les cultures méditerranéennes ou allemande que la femme puisse avoir des enfants tout en faisant carrière.

Mais la raison principale de ce léger avantage pourrait être l'impact des populations immigrées, plus nombreuses que dans l'Europe de l'Est et du Sud jusqu'à la vague récente qui a d'abord touché l'Italie , et qui ont une fécondité sensiblement supérieure.

Il est à noter que depuis trois ans, **la France** perd son avance , descendant un peu plus chaque année, de 2,01 en 2014 à 1,88 en 2017 : on ne peut pas éviter de mettre en relation la baisse récente de la natalité française avec la suppression des avantages familiaux des classes moyennes opérée par Macron , d'abord au ministère des finances puis à l'Élysée et le partage homme-femme de l'allocation parentale d'éducation, opérée en 2014 pour des raisons idéologiques , très frustrante pour les femmes de toutes conditions.

Le cas de l'**Allemagne** est pathétique.

A la différence des pays du Sud et de l'Est, la politique familiale y est consistante.

A la différence des pays de l'Europe du Nord-Ouest, le taux de fécondité reste bas, à 1,5, en légère hausse cependant. D'après certaines sources (à confirmer), ce taux ne serait que de 0,8 pour Allemands de souche, ce qui équivaldrait à un suicide à grande vitesse. Ce peuple n'a connu pareille déréliction démographique que dans les années trente. De plus en plus le renouvellement de la population allemande se fait par l'immigration, principalement turque. L'appel de Mme Merkel aux migrants venus du Proche-Orient répond à cette logique purement numérique du remplacement des générations par appel aux étrangers, hors de toute considération culturelle ou religieuse, un raisonnement qui est aussi celui des instances internationales : ONU, FMI, Banque mondiale, OCDE, Union européenne.

### C. L'impact de l'immigration

Le continent européen est aujourd'hui, plus encore que les Etats-Unis, la principale zone d'immigration dans le monde, ce qui atténue en partie dans les

statistiques le fait que la population européenne ne se renouvelle plus depuis les années soixante-dix.

Dans le cas de la France, malgré l'absence de recensement religieux ou ethnique, il semble que près de 40 % des enfants nés en 2015 soient d'origine africaine, immédiate ou plus lointaine, 70 % pour l'Île de France. Même si l'immigration cessait du jour au lendemain, du simple fait du différentiel de natalité (environ 1,5 pour les indigènes, 3,5 pour les autres selon certaines sources), la majorité de la population pourrait être d'origine africaine d'ici 30 ans.

Un fait observé récemment pourrait cependant atténuer, sinon démentir, cette perspective : les jeunes femmes d'origine maghrébine verraient leur fécondité chuter - mais pas pour le moment les femmes d'origine subsaharienne.

La situation n'est pas différente dans les autres pays de l'Europe du Nord-Ouest.

L'involution suicidaire de la population européenne est symbolisée par le nombre de « responsables » politiques sans enfants : le président de commission européenne, les chefs d'Etat et de gouvernement de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne, de la France, du Luxembourg, de la Serbie, de l'Irlande, de la Suède.



#### D. Le modèle européen dans le monde : les dominions britanniques

Quoique ces pays appartiennent à d'autres continents, les évolutions des grands dominions britanniques de population et de culture européenne (plus que ne le sont les Etats-Unis qui gardent leur singularité) sont, comme le montre le tableau suivant, analogue à celles des pays européens, avec des réactions différentes : le Canada reste ouvert à l'immigration alors que l'Australie se ferme.

	1980	2000	2010	2017
Australie	2	1,7	1,9	1,8
Nouvelle Zélande	2,2	1,9	2,1	1,9
Canada ( mémoire)	1,8	1,5	1,7	1,6

#### E. La France d'outre-mer

Grâce à son outre-mer, la France est présente aux quatre coins du monde. Certains des territoires d'outre-mer : la Guyane, Mayotte notamment, sont soumis à une forte pression migratoire mais conservent aussi, sans doute pour cette raison, une forte natalité, supérieure même à celle des pays voisins pourvoyeurs de migrants :

	1980	2000	2010	2017
Martinique	3,7	1,7	1,9	2
Guadeloupe	3,7	2	2	2,1
Guyane		3,7	3,6	3,4
Réunion	2,8	2,3	2,4	2,5
Mayotte		x	4,5	5
Nouvelle Calédonie		2,8	4,5	2,3
Polynésie		x	2,2	1,8

La fécondité de Mayotte (5,0) est en effet supérieure à celle des Comores (4,3) ; celle de la Guyane (3,4), supérieure à celle du Surinam (2,4) et de la Guyana (2,5), pourtant beaucoup plus arriérés. Haïti, autre source migratoire pour les Caraïbes, voit aussi sa fécondité en baisse (2,9). Cette situation paradoxale n'a pas d'autre explication que les avantages sociaux offerts par la République française, notamment à Mayotte à laquelle le président Sarkozy a généreusement conféré en 2011 le statut de département.

#### **IV. L'AFRIQUE**

##### **A. Vue générale**

Face à la zone de dépression européenne, l'Afrique apparaît aujourd'hui nettement comme le continent le plus fécond du monde.

La fécondité y est certes en baisse comme partout : de 7 à 4,5 enfants par femme (1980-2014) mais elle demeure à un niveau assez élevé pour permettre une hausse rapide de la population, d'autant que les classes en âge d'être fécondes, y sont déjà très nombreuses.

On peut à partir de là, en prolongeant les courbes, présenter un certain nombre de prévisions:

- La population africaine va monter encore un certain temps, peut-être 40 ou 50 ans quoique avec une pente décélérée ; elle devrait atteindre alors les 3 milliards sur un total de 9 milliards d'hommes.

- Le taux de fécondité de l'Afrique subsaharienne devrait continuer à baisser : il pourrait passer au-dessous du seuil de reproduction des générations vers 2060, peut-être avant. On voit déjà qu'il baisse sensiblement dans les villes africaines.

Demeure cependant une zone d'incertitude : à quelle vitesse va s'effectuer cette baisse ? De la date du retournement de la fécondité - vers 2050 ou plus tard ? - va dépendre le retournement de la courbe de croissance, une génération environ plus tard. N'oublions pas qu'une loi qui, en tous domaines, ne semble pas souffrir d'exceptions fait que ceux qui suivent le

mouvement avec retard vont généralement plus vite que ceux qui avaient ouvert la marche.

## B. Les deux Afrique

Au sein de l'Afrique, il faut distinguer deux zones :

### 1. L'Afrique du Nord (Maghreb et Machrek)

Cette région, presque exclusivement de langue arabe, qui ne représente que 18 % de la population africaine totale, réagit, Soudan excepté, davantage comme le reste du monde musulman de race blanche que comme le reste de l'Afrique. La baisse de la natalité y était amorcée déjà depuis quelque temps (vers 1980) mais elle reste comme dans l'Asie musulmane (exception faite de l'Iran et de la Turquie) sensiblement au-dessus du seuil de renouvellement des générations.

Or cette région apparaît aujourd'hui comme le lieu d'une inquiétante anomalie, au plan régional mais aussi mondial : comme le montre le tableau suivant, sa fécondité remonte, dans quatre

pays, parmi lesquels les trois plus peuplés: l'Algérie, la Tunisie ,  
l'Egypte et le Soudan.

	1980	2000	2010	2017
AFRIQUE DU NORD	6,1	3,6	3	3,3
Algérie	7,3	4,1	2,3	3,1
Maroc	6,9	3,1	2,4	2,4
Tunisie	5	2,8	2,1	2,4
Libye	7,4	4,1	2,7	2,3
Egypte	5,3	3,3	3	3,3
Soudan	6,6	4,6	4,5	4,7

Cette remontée (de 3 à 3,3), très récente, est particulièrement significative en Algérie (de 2,3 à 3,1). Pour le moment, le Maroc y échappe mais la baisse y marque un palier.

Certes ces chiffres sont tributaires de services statistiques quelque peu approximatifs ; ils reflètent pourtant une réalité dont nous n'avons pas encore une explication satisfaisante. Les uns y voient l'effet d'une réislamisation en profondeur , et non pas imposée de haut comme en Iran, les autres de la déstabilisation économique ( printemps arabes en Egypte et en Tunisie, baisse du prix du pétrole en Algérie) qui prive d'emploi beaucoup de femmes, les rendant disponibles pour la maternité . Les deux explications ne sont pas contradictoires. Inutile de dire que ce retournement, s'il se confirme, serait inquiétant surtout s'il se conjugue avec l'instabilité politique d'un pays

comme l'Algérie, du fait des liens particuliers que ce pays entretient avec la France laquelle abrite la majorité des émigrés algériens.

## 2. L'Afrique subsaharienne ou noire

C'est dans l'Afrique subsaharienne que la dynamique démographique est aujourd'hui la plus forte. Le taux de fécondité est élevé presque partout, notamment dans les pays du Sahel : 7,1 au Niger , cas exceptionnel, 6,4 au Tchad, 6 au Mali ,. Il reste élevé dans deux pays déjà très peuplés : le Nigéria (5,5 pour 190 millions d'habitants) et le Congo Kinshasa (6,3 pour 82 millions d'habitants). L'Ethiopie, autre grand pays (105 millions d'habitants), est encore à 5,4 mais dans celle-ci, la fécondité, quoique encore élevée, est clairement en baisse.

Situation exceptionnelle : quoique sa population soit à 90 % de race noire, l'Afrique du Sud a aujourd'hui un taux de fécondité de 2,4, peut-être influencé par une minorité blanche qui elle-même ne se renouvelle plus.

Maurice, île surpeuplée dont la natalité faisait peur il y a quelques années, est tombée à 1,4, bien plus bas que la Réunion : 2,5.

Le tableau ci-après montre les différences régionales et par pays :

	1980	2000	2010	2017
AFRIQUE NOIRE		5,9	5,1	4,9
Bénin	6,7	6,3	5,6	5
Burkina Faso	6,5	6,7	6	5,7
Cap Vert	3	5,3	2,9	2,3
Cote d'Ivoire	6,7	6,1	4,9	5
Ghana	6,7	5,4	4	4
Guinée	6,2	5,7	5,7	4,9
Libéria	6,7	6,2	5,9	4,7
Mali	6,7	6,7	6,6	6
Mauritanie	6,9	5,5	4,5	4,6
Niger	7,1	7,5	7,4	7,3
Nigéria	6,9	6,2	5,7	5,5
Sénégal	6,5	5,7	4,9	4,9
Togo	6,7	5,4	4,8	4,5
Cameroun	6,4	5,2	4,7	4,8
Congo	5,7	5,1	5	4,7
Congo-RDC	6,1	6,6	6,4	6,3
Gabon	4,5	5,4	3,6	3,9
Tchad	5,9	6,6	6,2	6,4
Centrafrique	5,5	5,1	4,8	4,9
Somalie	6,1	6,8	6,5	6,4
Sud-Soudan				5,1
Rwanda	6,9	6	5,4	4,2
Burundi	6,3	6,5	5,4	5,5
Ethiopie	6,7	7	5,4	4,6
Erythrée		6,1	4,7	4,2
Kenya	8,1	4,7	4,6	3,9
Tanzanie	6,5	5,7	5,6	5,2
Ouganda	6,1	6,9	6,5	5,4
Malawi	7	5,9	6	4,4
Mozambique	6,1	5,6	5,1	5,3
Zambie	6,9	6,1	6,2	5,2
Zimbabwe	6,6	4	3,7	4
Angola	6,4	6,8	5,8	6,2
Afrique du Sud	5,1	3,3	2,4	2,4
Madagascar	6,1	5,9	4,8	4,2
Maurice	3	2	1,5	1,4
Comores	6,4	5,1	4,1	4,3

Au total, on peut résumer les considérations précédentes par continent dans le tableau suivant :

	Population 1980	%	Population 2017	%	Projection 2050	%
Asie	2 498 000 000	55%	4 494 000 000	59%	5 245 000 000	53%
Amérique	860 000 000	19%	1 005 000 000	13,40%	1 227 000 000	12
Europe	746 000 000	16,30%	745 000 000	10%	736 000 000	7
Afrique	457 000 000	9,90%	1 250 000 000	16,50%	2 574 000 000	26,30%
Océanie	23 000 000	0,50%	42 000 000	0,50%	63 000 000	0,60%
Total	4 584 000 000		7 536 000 000		9 846 000 000	

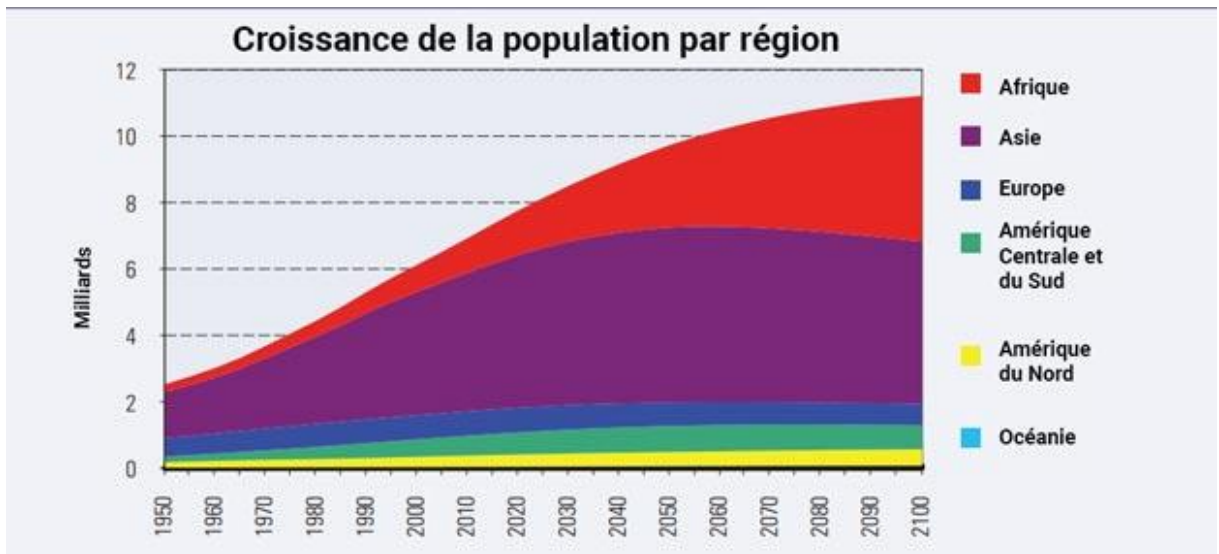
NB : Les Républiques soviétiques sont incluses dans l'Europe en 1980, celles d'Asie centrale rattachées à l'Asie en 2017.

Les prévisions de l'ONU s'arrêtent en 2050. En prolongeant les courbes, on verrait s'accroître certains phénomènes qui apparaissent déjà dans ce tableau :

- Ralentissement puis arrêt de la croissance de la population mondiale.
- Baisse de la population de tous les continents sauf l'Afrique (et l'Europe si elle continue à recevoir des immigrants),
- Augmentation de la part de l'Afrique, qui pourrait atteindre 30 % de la population mondiale.



Ces tendances sont figurées dans le diagramme suivant :



La population mondiale devrait donc continuer à augmenter sur la vitesse acquise, mais de manière de plus en plus lente, malgré la baisse générale de la fécondité. Jusqu'où ? Les prévisions de l'ONU hésitent entre un maximum de 9, 10 ou 11 milliards, sûrement pas au-delà, soit environ 25 % de plus qu'aujourd'hui.

Dans cette population, le principal événement sera la hausse de la part de l'Afrique qui de 15 % en 2000, devrait passer à 25 % en 2050, plus en 2100.

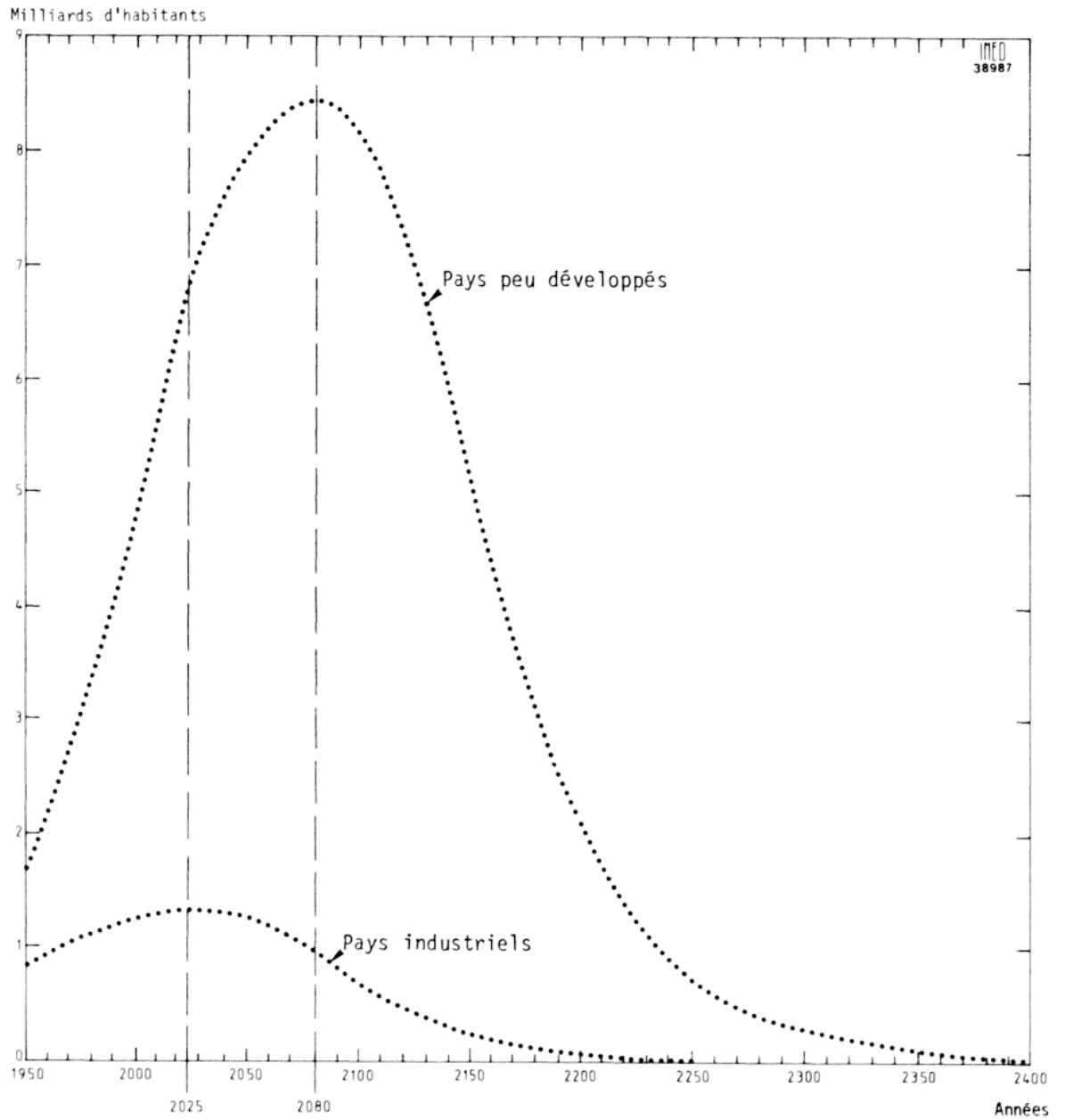
Et après ?

Si on en croit les théoriciens de la transition démographique, l'humanité devrait finir par devenir « raisonnable » et sa fécondité remonter

juste au niveau du maintien de la population existante pour atteindre la « croissance zéro ».

Mais une telle perspective n'apparaît pas dans les chiffres : le plus vraisemblable à ce jour, malgré quelques exceptions, est la continuation de la baisse de la population au cours des siècles à venir. Une perspective à long terme qui devrait satisfaire les partisans de la « décroissance » mais dont rien ne dit qu'elle s'arrêtera à un certain seuil, d'autant que le vieillissement généralisé de la population qui résulte de manière arithmétique de la baisse du taux de natalité, rendrait la vie très difficile.

Jean Bourgeois-Pichat, successeur d'Alfred Sauvy à la tête de l'INED, avait publié dès 1989 un schéma célèbre qui laisse prévoir la disparition de l'humanité à l'horizon 2400 (cf. page suivante) . Il s'est pour cela contenté d'extrapoler les courbes qu'il connaissait alors, il y a plus de 25 ans ; jusqu'ici les évolutions ont été à peu près conformes à ses prévisions, ce qui confirme que la démographie est tout sauf une science conjecturale.



<sup>1</sup>Source : Jean Bourgeois-Pichat , *From XXth to XXI the century : Europe and its population beyond year 2000* , *Population, special issue 1989* - septembre 1989 (en français)

Ce schéma ne tint cependant pas compte de la reprise très récente de la fécondité dans certains pays. L'expérience de pays comme la Russie, engagée dans une politique de redressement démographique, est d'autant plus intéressante à suivre que ce pays est largement sous-peuplé. Moins rassurante est celle de l'Afrique septentrionale, où la reprise étonnante de la natalité intervient dans des pays déjà surpeuplés et sur fond de crise religieuse.

## **TROISIEME PARTIE**

### **PROBLEMES POSES A L'EUROPE PAR CES EVOLUTIONS**

#### **I. L'IMPACT DES EVOLUTIONS DEMOGRAPHIQUES DE L'ASIE ET DES AMERIQUES SERONT LIMITEES**

Du fait de la tendance générale à la baisse de la fécondité qui prévaut en Asie et en Amérique, des surplus importants ne devraient pas s'y libérer. On peut se poser la question pour l'Inde : malgré sa densité déjà forte, l'Inde devrait garder le plus gros de sa population. Une étude spéciale pourrait être menée cependant sur les conséquences spéciales de l'évolution de l'Inde sur les territoires français de l'Océan indien, principalement l'île de la Réunion.

Le déséquilibre de la pyramide des âges de la Chine devrait poser de sérieux problèmes à ce pays qui hypothèqueront assez vite les suites de son expansion actuelle. Sa course à la puissance devrait rencontrer

des limites et dissiper la crainte d'une planète dominée à terme par une Chine toute-puissante.

L'évolution démographique différenciée entre les Juifs et les Palestiniens de Terre sainte pourrait cependant accroître les tensions dans cette région du monde qui demeure proche de nous.

L'Amérique est encore plus éloignée et son évolution démographique est peu susceptible d'avoir un impact sur l'Europe : les pays en retard comme Haïti ou le Surinam, vont encore quelque temps continuer à faire pression sur les Antilles françaises et la Guyane.

On peut également tenir pour nuls les risques d'immigration massive en provenance des Balkans. Le vivier démographique y est faible, les taux de fécondité y sont bas ou en baisse (Kosovo, Albanie). Même si les immigrants en provenance de cette région sont en partie musulmans, aucune menace essentielle ne vient de là.

La fécondité de la Turquie est, on l'a vu, également en baisse ; l'Union européenne qui avait concédé à Erdogan en 2016 l'entrée sans visa en Europe de tous les ressortissants turcs semble vouloir faire machine arrière. Le dictateur turc, qui ne cachait pas sa volonté d'islamiser l'Europe par l'immigration, se fait aujourd'hui plus discret sur le sujet.

## **II. LES PROBLEMES ESSENTIELS SONT POSES PAR LE COUPLE EUROPE-AFRIQUE**

Les questions posées par le couple Europe-Afrique sont, eux, les plus essentiels des années à venir. Il convient de considérer avec lucidité les évolutions déjà accomplies ou à venir.

Ces problèmes sont de deux natures qu'il faut distinguer :

### **A. La question des populations déjà installées en Europe**

#### **1. Les données**

La population originaire d'Afrique mais déjà installée en France depuis une ou deux générations, parfois plus, est devenue importante, de l'ordre de 15 % de la population totale, peut-on penser. Même si une partie de cette population est intégrée (et cela d'autant mieux qu'elle était au départ très minoritaire), se pose la question essentielle du différentiel de fécondité entre la population autochtone et la population d'origine africaine. Selon certaines données, la poursuite des tendances actuelles, même à supposer que

l'immigration soit immédiatement suspendue, amènerait une majorité d'origine africaine d'ici quelques décennies.

Hélas, ces questions essentielles sont difficiles à appréhender du fait de l'absence de statistiques ethniques et religieuses.

Il n'est possible d'en avoir une idée que par des biais détournés. L'un d'eux est le décompte des bébés que les maternités jugent exposés à une maladie génétique qui vient d'Afrique et de là seulement : la drépanocytose. 40 % des bébés en France et 70 % en Ile-de-France sont considérés par les maternités comme à risque, c'est-à-dire qu'ils ont au moins un parent d'origine africaine, et sont donc dépistés. Ces pourcentages augmentent de 1,5 % par an.

Il faut cependant remarquer que ces statistiques incluent les ultramarins français (Antilles, Guyane) dont les ancêtres sont venus d'Afrique mais qu'elles n'incluent pas en revanche les originaires d'Asie (Turcs notamment) ou des Balkans. Il suffit en outre qu'un seul des parents soit identifié comme africain (ou soit inconnu) pour que le test de dépistage ait lieu. Il convient enfin de rappeler que tous les originaires d'Afrique ne sont pas musulmans : entre 10 et 20 % sont chrétiens.

L'INSEE publie aussi le nombre de nouveaux nés issus d'un ou deux parents étrangers. Le chiffre est d'environ moitié moindre, le taux



d'augmentation aussi. Si cette statistique inclut tous les étrangers de tous les continents (y compris les Belges !), elle n'inclut ni les Antillais, ce qui est bien normal, ni les descendants d'Africains sur deux générations ou plus.

La baisse de la fécondité des femmes d'origine maghrébine, connue par d'autres sources, laisse supposer que la hausse relative de la fécondité des originaires d'Afrique en général, observée depuis trente ans, se ralentira, ce qui devrait entraîner un rééquilibrage, à condition qu'elle ne soit pas relayée par celle des subsahariennes et que la natalité des indigènes, elle, ne s'effondre pas.

Il reste que même si l'immigration s'arrêtait entièrement, le pourcentage de population d'origine africaine, en majorité musulmane, devrait continuer à croître du seul fait du différentiel de fécondité.

## 2. Les risques

Cette perspective représente un risque à plusieurs titres :

D'abord pour la continuité culturelle de la population française.

Ensuite pour la paix civile. Les musulmans représenteraient aujourd'hui environ 13 % de la population (8,5 millions selon les meilleurs experts). S'ils arrivent à représenter une composante encore plus significative de la

population française, disons 25 %, ce qui semble d'ores et déjà programmé, la France se trouverait éclatée entre deux religions et deux cultures. Il n'est pas nécessaire que les deux blocs soient équilibrés pour que la situation devienne conflictuelle, il suffit qu'aucun ne soit en position marginale. Pensons qu'au moment des guerres de religion, au XVI<sup>e</sup> siècle, les protestants ne représentaient pas plus de 15 % des sujets. Or il n'y a pas d'exemple dans l'histoire récente qu'une telle situation n'ait pas dégénéré en guerre civile. Exemples : la Palestine, l'Algérie, le Liban, la Bosnie-Herzégovine, le Sri Lanka.

Dans de nombreux cas, l'une des communautés élimine l'autre : sans remonter à la Révocation de l'Edit de Nantes, on peut évoquer l'élimination des chrétiens (pas seulement arméniens) de Turquie en 1916 ou l'expulsion des pieds noirs, chrétiens et juifs, de 1962 en Algérie. Seuls les inconscients ne veulent pas voir que l'histoire est tragique.

Souvent ces tragédies suivent des périodes de grande tolérance. Ainsi l'Espagne était connue au XIV<sup>e</sup> siècle pour être le pays où les « trois religions », chrétienne, juive et musulmane, vivaient en harmonie avant qu'en 1492 soient expulsés juifs et musulmans. La minorité juive était particulièrement bien intégrée dans l'Allemagne du XIX<sup>e</sup> siècle.

Nous avons surtout évoqué le cas de la France mais la situation n'est pas différente dans les autres grands pays d'Europe occidentale : Royaume-Uni

et Allemagne et particulier. Moins touchés par l'immigration jusqu'à une date récente, mais plus par la dénatalité autochtone, les grands pays latins, Italie et Espagne, s'en rapprochent. On comprend que les pays de l'Est européen, témoins de ces évolutions, s'arc-boutent avec détermination pour s'en tenir à l'écart.

Le tableau suivant montre les différences entre les pays d'Europe :

### Présence étrangère dans les différents pays d'Europe<sup>2</sup> :

Pays	Effectifs (millions)	% Immigrants	% 2 <sup>e</sup> génération	% Total
France	24,2	13,1	13,5	26,6
Suède	3,6	16,2	9,6	25,8
Autriche	3,7	18,4	6,9	25,3
Royaume-Uni	24,9	15,6	8,8	24,4
Pays-Bas	6,9	15	8,5	23,5
Allemagne	34,5	17,6	4,3	21,9
Espagne	21,3	19,1	1,1	20,2
Portugal	4,7	10,6	1,2	11,8
Italie	25,9	10,6	1	11,6
République tchèque	4,6	3	4,2	7,2
Pologne	16,2	0,3	2,9	3,2
Roumanie	9,0	0,2	0	0,2
UE27	209,3	12,2	5	17,2

---

<sup>2</sup> « Évolution de la population - Bilan démographique et taux bruts au niveau national » [archive], sur [appsso.eurostat.ec.europa.eu](https://appsso.eurostat.ec.europa.eu) (2017).

Ce tableau présente l'inconvénient de ne pas compter à part l'immigration extra-européenne. Il montre cependant bien la disparité des situations au sein de l'Europe.

Certains indices laissent supposer des tensions grandissantes :

- Le terrorisme, désormais endémique ;
- Le repli des communautés musulmanes sur elles-mêmes. Il ne tient pas seulement aux évolutions religieuses mais à une question de pure arithmétique : on peut considérer que l'intégration d'allogènes se fait d'autant plus vite qu'il y a d'occasions de contacts quotidiens entre eux et les indigènes ; or la probabilité de ces contacts baisse dans la stricte mesure de la hausse de la proportion d'étrangers.
- L'omniprésence de la problématique raciale et religieuse dans les médias et dans les prétoires : même si ceux qui en sont à l'origine prétendent exorciser les causes de tension, on peut penser qu'ils aboutissent à l'inverse à nourrir les tensions.

On ne voit pas comment éviter l'émergence dans plusieurs pays d'Europe, surtout ceux du Nord-Ouest (France, Royaume-Uni, Allemagne, Pays-Bas), de situations de plus en plus conflictuelles. Seule une conversion massive des musulmans à d'autres religions ou un effondrement de leur fécondité pourrait éviter que la situation ne dégénère.

Un corollaire des situations conflictuelles est le recul des libertés démocratiques et le durcissement des régimes. S'ils ne sont pas livrés à la guerre civile, les pays divisés entre plusieurs communautés ne tiennent que sous une poigne de fer. Le régime de la famille Assad n'a paru si dur que parce que la Syrie était constituée de plusieurs communautés religieuses antagonistes. En Europe, le durcissement des lois antiterroristes, les poursuites judiciaires de plus en plus sévères contre les propos supposés racistes ou islamophobes témoignent du même recul des libertés. La démocratie libérale n'est pas compatible avec le multiculturalisme

## **B. LA QUESTION DU VIVIER AFRICAIN**

La menace n'est pas seulement intérieure ; il faut aussi considérer le risque que représente l'existence d'une masse africaine de plus en plus importante de l'autre côté de la Méditerranée. Aujourd'hui le rapport démographique Europe / Afrique est de 1 / 2 ; il pourrait être dans trente ans de 1/5 ou 1/ 6.

Quelles en sont les conséquences prévisibles ?

1. Se garder des idées fausses

Sur ce sujet, ils couvent de se garder de certaines **idées fausses**

Deux de ces idées portent sur les remèdes habituellement proposés au problème de la croissance de la population africaine. On entend dire en effet : il faut absolument contrôler la fécondité africaine, ou encore : il faut y promouvoir le développement pour que les populations ne viennent pas chez nous.

a) Contrôler la démographie africaine ? La vérité est qu'elle se contrôle toute seule puisque nous avons vu que le taux de fécondité du continent était passé en quarante ans de 7 à 4,5 (4,9 pour la seule Afrique subsaharienne) et qu'il continuait de baisser au Sud du Sahara . Au demeurant les Africains et les Africaines suivent en la matière des logiques propres qui n'ont rien à voir avec les nôtres : espérer les infléchir depuis l'Europe est vain. Un paysan africain expliquait une fois à un diplomate qu'il n'avait pas assez d'enfants pour exploiter les 1,5 ha de bonne terre qu'il possédait – car, dans son esprit, les enfants, c'était de la main d'œuvre gratuite ; les mentalités ont cependant évolué avec l'urbanisation et la scolarisation ( qui rend indisponibles les enfants) ; inutile donc de parachuter des préservatifs dans la brousse : les enfants s'en servent pour faire des ballons . Quand M. Macron, en

voyage sur le continent africain, dénonce la natalité africaine, cela montre son ignorance de la question – et son peu de tact diplomatique.

Même si nous n'avons que des moyens d'action limités sur une évolution globalement bien orientée, deux sujets d'inquiétude demeurent :

- La propension à la baisse de la fécondité africaine semble se ralentir : de 5,9 à 5,1, soit – 0,8, pour la décennie 2000-2010, de 5,1 à 4,8 (en projection), soit – 0,3, entre 2010 et 2020. Un nombre inquiétant de pays africains voit le mouvement de baisse à l'arrêt, surtout en Afrique de l'Ouest : Côte d'Ivoire, Ghana, Mauritanie, Cameroun, Tchad, Centrafrique, Gabon, Angola, Bouroundi, Comores, Zimbabwe, et même Afrique du Sud.

- Mais la principale source d'inquiétude est le redémarrage de la fécondité en Afrique septentrionale, principalement l'Algérie et l'Egypte. En organisant la baisse du prix du pétrole (pour contrer le Russie) et en encourageant les printemps arabes (en Egypte, en Libye et en Tunisie), les Etats-Unis portent une responsabilité dans la dégradation de conditions économiques de ces pays, comme ils en avaient déjà eu dans le recul de l'Irak. Si cette évolution (ou involution) encore récente se confirme, elle pourrait illustrer le risque mondial que représente

sinon l'islam en tant que tel, du moins sa régression économique, religieuse et culturelle. D'autant qu'une certaine contagion semble d'exercer sur les pays musulmans du Sahel : Mauritanie, Mali, Tchad, Soudan, parmi lesquels le Mali constitue, comme l'Algérie, un vivier ancien de migration vers la France.

- Ainsi semble s'esquisser une fracture interne à l'islam, dont la démographie constitue le marqueur décisif : d'un côté un islam en voie de modernisation et de normalisation : Turquie, Iran, Indonésie, Malaisie, Bangladesh, Arabie saoudite et pays du Golfe, Liban, Syrie, Albanie, Islam russe et Asie centrale ; de l'autre côté, un islam en voie de régression économique, culturelle, et religieuse, la fécondité étant l'indicateur synthétique de l'état d'une société, : Algérie, Tunisie, Egypte, Soudan, pays du Sahel, bande de Gaza, Irak. Le destin d'autres pays, comme le Pakistan, la Jordanie ou le Maroc est sur la balance. Les pays en voie de régression sont presque tous les pays arabes, sauf les monarchies de la péninsule déstabilisées par la richesse.

b) Développer l'économie africaine ? Il le faut mais c'est une illusion de penser que le développement économique va ralentir l'émigration. Au contraire, la multiplication des échanges entre l'Europe



et l'Afrique que va entraîner le développement facilitera les migrations. Tout au plus le développement économique accélèrera-t-il la baisse de la fécondité, notamment par les progrès de la scolarisation. Cela ne veut pas dire que l'Afrique ne va pas se développer : elle commence à décoller. En 2050, l'Afrique, ce ne sera pas seulement le tiers de la population de la planète, ce sera aussi une grande puissance économique. Pas plus que pour la natalité, nous n'avons le moyen ni d'accélérer ni de ralentir cette croissance. Même si elle ne doit avoir aucun impact sur les mouvements migratoire, il faut la saluer comme un bien et tenter d'y trouver profit. Il n'y a aucune raison de laisser les dividendes de ce développement aux Chinois.

Deux autres idées faussent la compréhension des faits eux-mêmes :

a) le caractère explosif d'une trop forte population africaine, au moins subsaharienne. En réalité, il y a beaucoup de place en Afrique, même si on ne compte pas le Sahara.

Même avec 3 milliards d'habitants, l'Afrique ( hors Sahara) n'atteindrait pas encore la densité européenne actuelle.

Prenons l'exemple de la République centrafricaine : 630 000 km<sup>2</sup>, soit plus que la France, à peu près entièrement fertiles (on n'est pas encore au Sahara) pour 5 millions d'habitants seulement.

Ceux qui se contentent de faire des quotients PIB/population et qui en tirent l'idée que pour accroître le revenu, il faut diminuer la population, n'ont qu'une vue superficielle des choses. Le PIB serait plus faible si la population était plus faible. Pierre Chaunu disait que la croissance démographique serait pour ce continent un facteur de développement : seule une densité rurale suffisante, analogue à celle que nous avons autrefois en Europe, permet de prodiguer à l'espace rural des soins suffisants pour en faire un terroir fertile : bocages, digues, fossés, reforestation etc. L'Afrique n'a pas encore atteint ce seuil qui permet de construire une vraie civilisation rurale (sauf au Rwanda et au Burundi) . Et il n'est pas certain qu'elle y arrive jamais dans la mesure où l'exode rural empêchera la densification des campagnes ; cet exode grossit les villes où certes les conditions de vie sont très difficiles mais où , sous la pression de la nécessité, l'économie formelle et informelle se développe, la solidarité familiale rend la misère supportable et la pression démographique oblige chaque famille

à « se débrouiller », parfois en créant des entreprises ; les femmes africaines sont souvent plus dynamiques que les hommes à cet égard.

Même si elle atteint les 3 milliards, la population africaine pourrait encore être nourrie avec ses ressources propres. Bien des terres fertiles ne sont pas cultivées, notamment les zones infestées autrefois par la mouche tsé-tsé. Pour améliorer les rendements, il n'est pas nécessaire de multiplier les engrais et les machines ; le développement de la culture attelée (amalgame de la culture et de l'élevage par utilisation de la fumure et de la traction animale) y suffirait : c'est ce que l'Europe avait fait au XVIIIe siècle ; l'Afrique noire n'a même pas atteint ce niveau . Encore faudrait-il que les meilleures terres ne soient pas accaparées par des intérêts étrangers, notamment chinois.

Que l'idée de surpopulation soit relative ne concerne pas que l'Afrique quand on sait que la densité des terres émergées dans le monde est de 45 habitants au km<sup>2</sup> ( Sahara et Sibérie compris il est vrai ) à comparer à l'Allemagne 231, la France 117, l'Inde 329, la Chine 138, les Etats-Unis 31. La population du globe tiendrait à raison d'un habitant au m<sup>2</sup> (soit la densité habituelle de certains cocktails parisiens) dans un département comme l'Aveyron (8735 km<sup>2</sup>).

b) Autre idée fautive : ce n'est pas la surpopulation qui est la cause directe de l'émigration. Les régions vraiment surpeuplées aujourd'hui en Afrique noire : Rwanda, Bouroundi, Malawi, Sud du Nigéria, n'envoient guère d'émigrés en Europe, au moins en France . Pas d'avantage l'Egypte qui elle aussi peut être tenue pour surpeuplée.

La pression migratoire vers la France tient à trois facteurs :

- la proximité et les liens historiques (Algérie, Maroc, Tunisie) ;
- des traditions locales d'émigration ancienne : les hommes de certaines régions du Mali (pays de Kayes) avaient depuis longtemps l'habitude d'émigrer, même en Afrique (voir le rôle des Maliens dans le trafic d'ivoire en Afrique de l'Est) et de revenir une fois fortune faite passer leurs vieux jours au pays. Le rapprochement familial et la qualité de l'enseignement français ont rendu, malgré ce qui était au départ le désir des intéressés, ces migrations définitives.
- surtout les troubles politiques : la déstabilisation de la Libye en 2011 a eu des effets catastrophiques ; alors que la Libye de Kadhafi verrouillait l'Afrique, ce pays attire désormais les populations africaines désirant s'installer en Europe. En amont, la déstabilisation du Nord-Nigéria, du Congo-Kinshasa et du Soudan ont alimenté les flux. L'Erythrée

est un cas particulier : y règne une dictature qui ne laisse aucun espoir à la jeunesse sinon celui de passer la vie dans des camps militaires dans les montagnes, en prévision d'une guerre avec l'Ethiopie.

## 2. Les liens Europe-Afrique et le contrôle de l'immigration

Après avoir démonté les mauvaises idées, examinons les bonnes :

a) D'abord cette idée que, quels que soient les problèmes démographiques, il existe **un lien ancestral, géographique et historique entre l'Europe et l'Afrique (singulièrement la France).**

Nous sommes condamnés à vivre encore longtemps sur la même longitude !

Les perspectives de développement de l'Afrique, surtout de l'Afrique noire doivent être tenues pour une chance dans la mesure où l'Europe et notamment la France y seront impliquées.

La présence à l'Ouest de ce continent d'un bloc francophone à conforter est également un atout. La francophonie se développe certes spontanément avec l'alphabétisation, au détriment des langues

tribales, mais elle reste fragile. Sa consolidation suppose un plus grand intérêt des élites françaises : on est loin du compte.

Une opération aussi calamiteuse que celle du Rwanda où un pouvoir criminel (4,5 millions de victimes) a pu, avec l'appui de l'anglosphère, imposer l'anglais à la place du français, ne doit pas se reproduire.

Une autre dimension est la question religieuse. Par derrière le glacis musulman de l'Afrique du Nord et du Sahel (du Sénégal au Soudan), existe une Afrique chrétienne en croissance, allergique quoi qu'on dise à l'expansion de l'islam. Les principaux relais en sont l'Ethiopie (dont les élites résistent à l'islam depuis 1400 ans, même si 40 % de sa population est musulmane), le Kenya, l'Afrique du Sud, Madagascar, le Congo-Kinshasa, le Sud du Nigéria et le Congo-Brazzaville.

L'importance croissante prise par le clergé africain en Europe montre l'existence de liens forts entre les chrétientés africaine et européenne.

Ceux qui tentent d'affaiblir les liens entre la France (et l'Europe) et l'Afrique se font l'écho d'une certaine opinion européenne qui dénonce la « Françafrique ». Il est rare que ceux qui tiennent de tels

discours ne soient pas en lien avec des réseaux nord-américains. Les Etats-Unis ont une politique ambiguë face à la politique africaine de la France : d'un côté ils facilitent des opérations de maintien de la paix (hier au Zaïre, aujourd'hui au Mali), à condition qu'il soit clair qu'il ne s'agit que de sous-traitances, mais d'un autre côté ils sapent sournoisement les positions françaises alimentant en particulier la propagande sur les supposés crimes de la colonisation.

Les Etats-Unis n'ont cependant ni les moyens, ni l'intention de prendre la place des Européens sur le continent africain.

Il n'en est pas de même des Chinois qui multiplient les investissements d'infrastructures et les achats de terre.

Les liens historiques de l'Europe et de l'Afrique sont un atout qu'il ne faut en aucune manière délaïsser.

**b) Ensuite l'idée que ces liens ne contredisent nullement le souci de contrôler strictement l'immigration africaine.**

Même si l'Afrique se développait sans nous, le risque d'une immigration importante vers l'Europe demeurerait.

Surtout, les Africains comprendront très bien que nous voulions rester maîtres chez nous (et donc majoritaires) comme ils en ont eux-mêmes le souci vis-à-vis de leurs voisins. Ce ne serait absolument pas un *casus belli* surtout si les dirigeants y trouvent leur avantage.

Ce contrôle des migrations sera beaucoup plus facile en effet s'il s'effectue en coopération avec les pays de départ, ce qui implique des compensations substantielles.

Techniquement, il est possible d'effectuer ce contrôle, voire d'imposer un arrêt de l'immigration. Il était possible par exemple de s'accorder avec le gouvernement officiel de la Libye, en place depuis la catastrophique expédition de 2011, lequel, certes, ne tient qu'une petite partie du territoire mais a la capacité juridique de conférer la légitimité internationale à un contrôle des ports libyens par les Européens afin d'y pourchasser les passeurs. En exigeant qu'un tel contrôle soit autorisé par le Conseil de sécurité, les autorités de Bruxelles démontreraient soit une méconnaissance du droit international soit, plus probablement, un refus de contrôler l'immigration.

La première condition de ce contrôle est en effet que les Européens le veuillent vraiment.



**Nous retrouvons là ce qui est en fait le problème majeur, beaucoup plus important que la démographie africaine elle-même : la volonté ou non de élites européennes de maîtriser l'immigration.** Elle n'est, comme on sait, pas assurée, de larges pans de la société parmi les plus influents (médias notamment) considérant que le « Grand remplacement » n'est pas un problème et qu'il faut ouvrir grand les portes de notre continent.



## **QUATRIEME PARTIE**

### **PROPOSITIONS**

Compte tenu des problèmes que nous venons de décrire, la question démographique se pose à deux niveaux : d'abord la maîtrise des différentiels de fécondité entre les composantes de la population résidant sur le territoire français, ensuite la gestion de nos relations avec l'Afrique.

#### **I. LE PROBLEME LE PLUS DIFFICILE EST LE REEQUILIBRAGE DEMOGRAPHIQUE INTERNE A L'EUROPE**

Nous l'avons vu : la prolongation des tendances actuelles, du fait de différentiels de fécondité, pourrait conduire à ce que les grands pays d'Europe occidentale, même en cas d'arrêt de l'immigration, aient une majorité de population d'origine extra-européenne, africaine s'agissant de la France.

Les plus optimistes voient un alignement progressif de la fécondité des jeunes femmes d'origine africaine avec celle des Françaises. Cela pourrait

arriver du côté des Maghrébines dont le taux de fécondité serait déjà tombé à 1,8 (donnée à vérifier) ; on en est loin du côté des populations d'origine subsaharienne.

Encore faudrait-il que la fécondité des Françaises indigènes ne tombe pas trop bas. Longtemps tenue pour exceptionnelle la fécondité française semble avoir chuté au niveau moyen des populations européennes d'origine : environ 1,4 ; elle pourrait tomber plus bas encore dans une société qui offre peu de perspectives à la jeunesse, où la décomposition du tissu social et familial se poursuit et dont les dirigeants sont hostiles à l'idée même de politique familiale.

Il faut dire que depuis les mesures de mise sous condition de ressources des prestations familiales prises par Hollande et Macron, toute se passe comme si la politique familiale française n'était plus qu'un moyen d'encourager la natalité des immigrés.

Ceux qui parmi ces derniers ont une famille nombreuses en tirent tout le bénéfice.

Les classes moyennes françaises fécondes, notamment catholiques, ont été lourdement sanctionnées sur le plan financier en 2014, sans doute pour les punir du rôle qu'elles avaient joué dans *La manif pour tous*. Elles ne sont plus guère bénéficiaires de cette politique qu'à la marge.

Les classes populaires indigènes ne le sont pas non plus : elles ont désormais une natalité trop faible pour être intéressées à la politique familiale, laquelle ne devient vraiment stimulante qu'à partir du 3<sup>e</sup> enfant. Pour ceux qui désirent une postérité, pas tout le monde donc, la norme demeure la famille de deux enfants. Si une partie de ceux qui pourraient réaliser ce projet ne veulent ou ne peuvent le faire, on aboutit, en agrégeant les familles, au déficit actuel.

Relancer la fécondité de manière équilibrée entre toutes les classes de la société appelle certaines mesures urgentes :

- a) La restauration plénière du quotient familial ; il est paradoxal que les mesures de dégrèvement des hauts revenus ou des grandes fortunes ne touchent depuis quarante ans que ceux qui n'ont pas ou plus d'enfant à charge et qu'au contraire, par le biais de la baisse continue du plafond du quotient familial, la fiscalité sur ceux qui, à niveau égal, élèvent des enfants n'ait cessé de s'alourdir ; c'est encore le cas de la suppression de l'ISF sur les fortunes financières qui sont pour la plupart entre les mains de personnes très âgées. Les familles des classes moyennes redevenues fécondes auraient un effet d'entraînement pour le reste de la société.

b) Les prestations familiales doivent être entièrement déconnectées du revenu. Politique familiale et politique de redistribution sociale sont deux concepts qu'on a fini, à tort, par confondre : la solidarité entre les riches et les pauvres est une chose, la solidarité entre ceux qui ont charge d'enfants (et qui préparent à leurs frais les retraites de demain) et ceux qui n'en ont pas (et qui bénéficieront malgré tout de ces retraites) en est une autre. La mise sous conditions de ressources avait commencé dès 1970 (avec le gouvernement Chaban-Delmas dont le conseiller social était Jacques Delors) et s'est élargie jusqu'à aujourd'hui à toutes les prestations, ce qui revient à en réserver l'essentiel aux immigrés ; quoi qu'il en coûte, une politique aussi aberrante doit être entièrement revue.

c) Les prestations familiales doivent être réservées, sinon aux seuls nationaux, du moins à ceux qui ont dix ans de résidence régulière ou cinq ans de travail donnant lieu à des cotisations sociales. La politique familiale ne saurait contribuer à la « pompe aspirante » des avantages sociaux français.

d) Si la France doit continuer à accueillir des parturientes étrangères dans ses maternités modernes de Guyane ou de Mayotte, voire de Marseille, la naissance sur le territoire français , pour des raisons strictement sanitaires, ne devait donner en aucun cas le droit à la citoyenneté française par droit du sol, ni un droit au séjour.

e) La politique familiale n'est pas seulement une question d'argent : de nombreuses mesures permettraient aux familles ayant des enfants de se sentir mieux acceptées : ainsi une application plus souple des règles de la sécurité routière qui imposent aujourd'hui une norme de famille à deux enfants (sauf pour ceux , peu nombreux, qui peuvent s'offrir un véhicule Espace). Les cartes de famille nombreuse de la SNCF sont de plus en plus difficiles à obtenir. Il est lamentable que les seules propositions qui soient faites quand il s'agit de réformer les retraites, y compris par la Cour des comptes, soient de supprimer les avantages conférés aux mères de famille, ce qui témoigne d'une ignorance dramatique des questions

démographiques. Le rapport Delevoye sur la réforme des retraites rendu public au printemps 2018 n'évoque à aucun moment les questions démographiques !

f) Un effort particulier doit être fait sur le logement : l'accès au logement HLM sans plafond de ressources dès le troisième enfant permettrait aux jeunes ménages français de sortir du modèle à deux enfants. D'une façon générale, un effort particulier doit être fait pour le passage au 3<sup>e</sup> enfant.

g) Les compléments familiaux d'entreprise doivent être encouragés : l'Etat doit préserver le complément familial des fonctionnaires qui, par le biais des règles d'accès à la fonction publique, touche les classes moyennes.

h) Peut-être aurait-il fallu commencer par cela ? Une meilleure connaissance des phénomènes liés à l'immigration est nécessaire. La contrainte du politiquement correct lui fait obstacle. Une donnée aussi essentielle que la répartition des naissances en France selon l'origine des parents ne devrait pas



faire l'objet d'un traitement clandestin, au moyen de données obtenues par la bande.

i) Dans la mesure où il est observé que les nouveaux immigrés, dès lors qu'ils sont en famille, sont beaucoup plus féconds et que leur fécondité diminue dès lors qu'ils sont sur le sol français depuis longtemps, un moyen de rééquilibrer la fécondité entre les composantes de la population est de réduire à minima l'arrivée de nouveaux immigrants.

Nous touchons dès lors le second volet du problème :

## **II. LA LIMITATION VOIRE L'ARRET DE TOUTE IMMIGRATION EST NECESSAIRE**

Elle se heurte cependant à toutes sortes d'accords internationaux.

Savoir si un véritable contrôle de l'immigration exige le retrait de la France de ces différents accords : traité de Schengen, juridiction obligatoire de la Cour européenne des droits de l'homme, est une question que nous laissons ouverte ; il serait d'autant plus nécessaire de la poser que des mesures

ne les mettant pas en cause s'avéreraient inefficaces : la paix civile et la survie de l'entité française doivent avoir naturellement le pas sur le respect d'accords internationaux quels qu'ils soient , sachant que le premier devoir de toute communauté est de « persévérer dans son être » (Spinoza).

Il ne faut pas non plus sous-estimer les obstacles mis à un véritable contrôle de l'immigration par les juridictions nationales, spécialement le Conseil d'Etat.

Une politique efficace de contrôle de l'immigration doit reposer sur deux idées fortes :

a) Moins que les individus isolés, il faut contrôler, pour le réduire à minima, **le regroupement familial** : la vague de réfugiés des années 2015-2016 a été marquée par l'arrivée de jeunes hommes seuls ; il faudra être vigilant s'ils veulent bénéficier du rapprochement familial, ce qui n'est pas forcément le souhait de leur famille restée au pays.

b) La politique de contrôle de l'immigration doit se faire en **accord avec les pays de départ**. Ils ont tout à gagner à ce que les émigrés rapatrient une partie de leurs gains y compris les avantages sociaux éventuels pour nourrir leur famille restée au pays ; une étroite

coopération avec les responsables de ces pays de départ<sup>3</sup> devrait faciliter ce contrôle. C'est dans cet esprit que peut être maîtrisé le départ de migrants à partir des côtes de la Libye.

A partir de ces principes, nous pouvons faire les propositions suivantes :

- a) Tous les mécanismes d'assistance sociale qui peuvent servir de pompe aspirante en Europe et spécialement en France doivent être revus. S'il n'est pas utile de brandir le slogan de la « préférence nationale », les conditions d'attribution des aides les plus diverses dont bénéficient immigrés ou réfugiés doivent être réexaminées, y compris les allocations familiales. Les conditions de durée de séjour régulier voire de durée de cotisation doivent être rendues systématiques. La polygamie (qui est moins l'importation de mœurs étrangères qu'un effet d'aubaine résultant de notre système social), doit être pourchassée et ne saurait en tous cas donner aux épouses secondaires le droit à l'allocation de parent isolé.

---

<sup>3</sup> Il convient entre autres de mettre fin à toutes les formes de harcèlement judiciaire à l'égard des chefs d'Etat africains, de type procédure pour « biens mal acquis », dès lors que personne n'oserait agir de même à l'égard des monarques du Golfe.

- b) Recevoir des étudiants africains dans nos universités est nécessaire à la fois pour accompagner le développement de l'Afrique et pour le rayonnement de la France ; afin d'éviter qu'une fois les études faites ces étudiants ne restent en France, privant leur pays de précieuses compétences, nous suggérons de transformer ces bourses en prêts dont les services fiscaux poursuivront le remboursement si l'étudiant reste en France.
- c) Même s'il ne faut pas attendre beaucoup des aides au développement de l'Afrique, l'aide à l'éducation, primaire et secondaire, doit être renforcée en raison de son effet restrictif sur la fécondité, spécialement dans le pays du Sahel. Que le Niger soit le seul pays du monde à ne pas avoir entamé sa « transition » démographique n'est pas à l'honneur de la coopération française.
- d) Sans se laisser entrainer dans la rhétorique catastrophique sur le changement climatique qui décourage plus la natalité en Europe qu'en Afrique, la reforestation des marges du Sahara aurait un effet positif sur le climat (en accroissant la consommation du CO<sub>2</sub>) et sur la fertilité de cette partie de l'Afrique, principal foyer d'émigration.

e) Le rôle décisif que jouent les troubles politiques parmi les causes des migrations doit rendre attentif les Européens à la paix en Afrique. Une aventure aussi désastreuse que la guerre de Libye qui a déstabilisé la moitié Nord du continent et fait sauter le verrou libyen, ne doit jamais se reproduire. Les causes possibles de conflit doivent être examinées en amont : ainsi le projet pharaonique de barrages en Ethiopie qui pourrait bouleverser l'hydrographie du Nil, et donc déstabiliser l'Egypte, soutenu à ce jour par la Banque mondiale. Ce ne sont pas les leçons de morale ou de démocratie qui vont stabiliser ces pays mais une approche pragmatique de leurs problèmes par des gens compétents.

f) De nouvelles formules doivent être testées : ainsi le partage d'un poste de travail entre deux étrangers venant travailler 6 mois chacun et pouvant passer les 6 autres mois au pays en famille. Le patronat ne voudrait pas, dit-on, de cette formule, il faut la lui imposer. Elle ne paraît pas incompatible avec ce que les normes internationales appellent « une vie familiale normale » : le personnel

de nos sous-marins nucléaires est soumis au même régime, comme autrefois les terre-neuvas bretons ;

g) Ils convient de centrer le contrôle de l'immigration sur les filières les plus nombreuses et les plus déstabilisantes comme les filières africaines. A quoi sert que les préfectures perdent du temps à pourchasser les ressortissants des Balkans ou de l'Europe de l'Est dans la mesure où la fécondité de ces pays est faible et qu'ils sont peu peuplés ? Cela s'applique aux Roms, européens depuis 500 ans. Il faudrait vérifier si dans l'« Etat profond » français, intimidé par le politiquement correct, une discrimination positive sournoise ou la peur de l'islam ne se pratique pas au bénéfice de l'immigration musulmane. Quand on apprend que la police toulousaine envoie un car de fonctionnaires à Perpignan pour mettre le grappin sur une belle étudiante russe qui s'était attardée après la fin de ses études, on peut se demander si tous ces gens n'auraient pas eu mieux à faire dans la ville de Merah.

h) Il convient aussi de revoir notre politique de naturalisation : sans revenir formellement au droit du sang, le droit du sol ne doit

pas être automatique ; son exercice pourrait au moins être retardé jusqu'à trente ans sous la condition d'un casier judiciaire vierge.

i) Le statut de la fonction publique, fondé sur la préférence nationale, doit être préservé, en dépit des récriminations des libéraux.

j) L'accueil des réfugiés doit se faire plus strict : pour les pays dont le caractère démocratique est reconnu, le refus du statut doit être immédiat et systématique.

k) L'Europe doit poser le principe que les réfugiés ont vocation à aller de préférence dans les pays limitrophes, l'Union européenne se proposant alors d'aider financièrement ceux-ci (comme elle le fait avec la Turquie).

l) Il faut enfin faire, compte tenu des évolutions démographiques récentes de cette zone, un sort spécial au Maghreb. Doit être revu l'accord franco-algérien du 12 mars 2013, passé à l'initiative de François Hollande, qui prévoit des facilités particulières pour le rapprochement familial et la délivrance accélérée de la carte de séjour des Algériens .

Il faut aussi anticiper la possible désintégration de l'Algérie aujourd'hui minée par l'islamisme. Si une guerre civile grave éclatait dans ce pays, des millions de réfugiés pourraient frapper à notre porte. Une intervention militaire française ne serait-elle pas alors nécessaire ? En avons-nous encore les moyens ?

Si des politiques de contrôle strict de l'immigration destinées à préserver les équilibres démographiques européens n'étaient pas menées, nos partenaires africains ne trouveraient plus en Europe les interlocuteurs qu'ils s'attendent légitimement à y trouver. Les tensions qui ne manqueraient pas de se développer si les flux migratoire n'étaient pas maîtrisés ne manqueraient pas d'altérer les bonnes relations plus que jamais nécessaires entre la France et l'Afrique.

**Loin d'être antithétiques, un politique de coopération étroite avec l'Afrique et une politique de contrôle strict de l'immigration en provenance de ce continent sont complémentaires.**



## CONCLUSION

Il est d'usage de terminer une étude ayant, au moins en partie, un caractère prospectif, par des scénarios.

Ce ne sera pas nécessaire pour le sujet qui nous occupe tant il est vrai que la plupart des grandes données qui conditionnent notre avenir sont déjà déterminées.

C'est ainsi qu'il fait peu de doute :

- Que la population mondiale va continuer à augmenter mais de plus en plus lentement jusqu'à atteindre un maximum dans la deuxième moitié du XXI<sup>e</sup> siècle et qu'elle va ensuite redescendre.
- Que le continent qui a été le dernier à s'engager sur cette trajectoire est l'Afrique ; en conséquence la part de l'Afrique dans la population mondiale va augmenter jusqu'à atteindre 25-30 % dans la seconde moitié du XXI<sup>e</sup> siècle. La population africaine baissera ensuite, mais beaucoup plus tard que les autres.

La principale incertitude réside dans la plus ou moins grande rapidité de ces évolutions pour ce qui concerne les différents continents.

Au cours des toute dernières années est cependant apparu un autre facteur d'incertitude : la reprise de la fécondité de l'Afrique septentrionale, touchant en particulier un pays comme l'Algérie, très proche de nous. Les pays concernés par ce renversement sont presque tous les pays arabes (à l'exception des monarchies du Golfe). Il n'est pas exclu que ce renversement se répercute sur l'Afrique noire, en particulier dans sa zone sahélienne islamisée.

En revanche les pays musulmans non-arabes situés en Asie sont tous plus ou moins engagés sur la voie de la modernité pas seulement démographique, l'Iran ayant un rôle pilote.

Il est beaucoup trop tôt pour dire si ce renversement, apparu récemment, s'avèrera durable ; que l'islam arabe ( hors monarchies du Golfe persique ) aille en sens inverse du reste du monde témoigne néanmoins de la singularité d'un fait historique qui nous touche directement de par la proximité des pays concernés.

La dernière incertitude et non le moindre est la plus ou moins grande détermination des pays européens de préserver leur identité. Cela passe bien sûr par un contrôle strict de l'immigration mais surtout par le redressement de

la fécondité des populations natives de notre continent. Pierre Chaunu disait que la démographie était le champ d'une sorte de « sélection spirituelle ». Elle est en tous les cas le terrain principal où se joue la survie des peuples. Etre ou ne pas être : telle est la question qui se pose à l'Europe et singulièrement à la France.

---



## SOURCES

Les sources statistiques principales sont les publications de l'ONU – Division de la population : *World population data sheet*, reprises par le bulletin de l'INED *Population et sociétés* et la revue *Population et Avenir*.

Nous avons aussi utilisé certaines données d'Eurostat ou de l'INED.

Parmi les nombreux ouvrages portant sur les questions démographiques, on citera :

Jean-Pierre Bardet et Jacques Dupâquier, *Histoire des populations de l'Europe*, 3 vol. Fayard 1999

Jean-Claude Chesnais, *Le crépuscule de l'Occident*, Robert Laffont , 1995

Pierre Chaunu, *Un futur sans avenir*, Calmann-Lévy, 1979

Jacques Dupâquier, *La population mondiale au XXe siècle*, Que sais-je ? PUF, 1999

Roland Hureau, *Le temps des deniers hommes* (préface de Jacques Dupâquier) , Hachette, 23000

La revue *Population*.



## **ANNEXE**

### **LES POLITIQUES FAMILIALES ET LA FECONDITE EN EUROPE DEPUIS 2000**

La fécondité des pays d'Europe, Russie comprise, était tombée extrêmement bas au début du XXI<sup>e</sup> siècle. Elle s'est un peu relevée dans les années 2000, notamment en France. Depuis 2010, elle stagne, sauf en Russie.

Il convient de voir jusqu'à quel point ces évolutions ont un rapport avec les politiques familiales et les inflexions qui leur ont été données au cours des dernières années.

La fécondité moyenne de l'Europe, sauf la Russie, était de 1,4 en 2000 et de 1,2 en Russie. 1,4, cela signifie un déficit de  $2,1 - 1,4 / 2,1 = 1/3$  à chaque génération, ce qui est considérable.

Le taux de fécondité moyen de l'Europe (sans la Russie) s'est légèrement amélioré en 2000 ; il a notamment remonté en France de 1,73 (1973) à 2,01 (2012) . En moyenne, il est passé de 1,4 à 1,6.

Mais le mouvement a plafonné de 2010 à 2017, le taux de fécondité est resté à ce niveau de 1,6, manifestement insuffisant pour renouveler la population.

Cette situation contraste avec celle de la Russie, remontée de 1,2 en 2000 à 1,5 en 2010 et 1,89 aujourd'hui. Il semble qu'elle continue sur la lancée. Depuis 2012, les naissances y sont supérieures aux décès et le taux de fécondité russe est devenu supérieur à la moyenne du reste de l'Europe.

Sans passer tous les pays d'Europe en revue un à un, on étudiera quelques cas typiques :

- La France : une politique familiale traditionnellement généreuse mais qui se dégrade ;
- L'Allemagne, une amélioration de la politique familiale mais insuffisamment énergique pour avoir des résultats significatifs ;
- L'Italie : une politique familiale qui reste très insuffisante et qui n'a donc pas de résultats ;
- La Russie : une politique familiale volontariste, notamment par son environnement culturel , qui produit des résultats.



Au départ, les politiques familiales de la France et de l'Allemagne sont comparables :

- Le niveau moyen de l'effort est analogue: environ 4 % du PIB <sup>4</sup>, en augmentation en Allemagne, en érosion en France (l'effort y avoisinait les 8 % du PIB vers 1950) ;

- Les instruments en sont les mêmes :

- a) des prestations familiales directes (*Kindgeld* en Allemagne) ;

- b) des allègements fiscaux : quotient familial en France , quotient conjugal en Allemagne ; beaucoup font cependant remarquer que ces allègements ne sont pas à proprement parler une aide aux familles mais la pure et simple application de l'article 13 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789 : *Pour l'entretien de la force publique, et pour les dépenses d'administration, une contribution commune est indispensable : elle doit être également répartie entre tous les*

---

<sup>4</sup> Il existe bien des incertitudes pour le calcul de ce taux . Selon l'OCDE, la France serait nettement en tête : 4% du PIB en 2009, contre 2,6% pour la moyenne des pays les plus riches, 3% pour l'Allemagne et à peine 1% pour la Corée du Sud. D'autres calculs, peut-être plus fiables, mettent la France à égalité avec l'Allemagne. Les incertitudes portent sur la prise en compte ou non du quotient familial, sur celle des constructions de crèches publiques, des dépenses pour handicapés etc.

*citoyens, en raison de leurs facultés.* Il va de soi que l'entretien d'une famille, à revenu égal, diminue la faculté contributive.

c) les congés de maternité ;

d) une compensation des frais de garde ;

e) l'aide directe aux modes de garde collectifs, surtout assumée par les collectivités locales ;

f) l'allocation parentale pour les parents qui interrompent leur activité un certain temps pour s'occuper de leurs enfants. Aucun pays n'a donné suite à ce jour à la revendication d'un salaire maternel.

Malgré cette convergence des instruments, il y a des différences sensibles entre les deux pays :

a) Les prestations familiales sont moins élevées en France ; elles ne touchent pas le 1<sup>er</sup> enfant à la différence de l'Allemagne ; cela correspond à une différence d'approche : la tentation de beaucoup de femmes allemandes est de ne pas avoir d'enfant du tout pour préserver leur travail, jugé incompatible même avec un seul enfant ; en France, la plupart des couples veulent un enfant ou deux.

En France, les prestations sont sensiblement plus élevées à partir du 3<sup>e</sup> enfant.

Les prestations familiales touchaient dans les deux pays toutes les catégories de la population jusqu'aux réformes récentes qui en ont pratiquement exclu, en France seulement, les catégories de revenu supérieures.

Le grand avantage de la France est la diversité des modes de garde offerts aux parents, lié à un nombre important de places en crèche et à la scolarisation en maternelle dès 3 ans. L'Allemagne n'a jusqu'ici pas développé ces modes de garde dans la mesure où la mentalité dominante impose à la jeune mère de famille d'arrêter de travailler pour garder elle-même ses enfants.

Cette différence de mentalité explique en partie le différentiel de taux de fécondité entre les deux pays. La France et l'Allemagne sont entrées massivement dans l'ère du travail salarié féminin mais la France a admis depuis longtemps qu'il était compatible avec la maternité. C'est beaucoup plus difficile en Allemagne.

#### Les évolutions récentes :

**L' Allemagne** a vu , à partir de 2007, une amélioration de la politique familiale, mais limitée :

L'Allemagne, où le solde naturel est négatif depuis 1970 est consciente de son problème démographique mais le débat familial en Allemagne a été plombé par le souci du « politiquement correct » , renforcé par la pénurie de main d'œuvre, de ne pas encourager les femmes à rester au foyer . Au cours des années 2000, la relance de la politique familiale s'est accompagnée d'une intense propagande pour que les hommes assurent leur part de la garde des enfants. Le vice-chancelier Sigmar Gabriel se fit remarquer en 2014 en ne participant pas à une réunion interministérielle au motif d'aller chercher son fils à la crèche.

Le constat a été fait que 42 % des femmes allemandes avaient en 2012 un seul enfant et 43 % en avaient deux. Mais 40 % des femmes diplômées de l'enseignement supérieur entre 35 et 40 ans sont sans enfant en Allemagne (pour 24 % en France). Une femme qui a un enfant se met plus facilement à temps partiel en Allemagne qu'en France.

Pour ne pas encourager les femmes à rester à domicile, l'accent a été mis sur les congés parentaux rémunérés (*Elterngeld*) : ce

changement a conduit à une multiplication par trois depuis 1990 des dépenses pour la garde des enfants en crèche ou à domicile

L'allocation parentale d'éducation a été rendue plus incitative pour les femmes à revenu moyen ou élevé afin qu'elles s'engagent plus facilement dans la maternité. Elle est proportionnelle aux derniers salaires : 67 % depuis 2007.

Les incitations fiscales vont dans le même sens, celui de ne pas décourager le travail féminin. Le quotient conjugal représente 19 milliards d'euros ( pour 11 milliards en 2011) .

La pénurie de main d'œuvre et le politiquement correct féministe font cependant obstacle à toute mesure qui tendrait à maintenir la femme au foyer les sociaux-démocrates, membres de la grande coalition au pouvoir, opposent « la prime à la garde », souhaitable, à la « prime au fourneau » qu'ils récusent.

Il est difficile de savoir si la hausse relative du taux de fécondité au cours des années 2000 et 2010 (1,34 en 2005 ; 1,59 en 2017) est dû à l'effet de ces mesures ou à d'autres facteurs – fécondité des immigrés, par exemple.

L'Allemagne offre l'exemple d'une politique familiale généreuse , notamment sur le plan financier ( à la mesure des moyens du pays ) mais qui n'a , malgré des améliorations récentes , qu'un effet limité sur le taux de fécondité , lequel demeure loin du seuil de reconduction des générations.

La situation de **la France** est un peu l'inverse de celle de l'Allemagne : un point de départ de la natalité à un niveau plus élevé, une altération de la politique familiale continue depuis une trentaine d'années aggravée depuis 2014, une baisse récente de la fécondité qui n'est sans doute pas sans lien avec cette altération.

Il convient d'abord de revenir sur ce qui s'est passé au cours des années 2000.

La remontée nette de la fécondité de la France au cours de ces années-là ( de 1,73 en 1993 à 2,01 en 2012 ), jusqu'à la faire approcher du taux de reconduction des générations, a entraîné le relâchement de la vigilance de l'opinion sur le maintien des politiques familiales. Les démographes ont expliqué ce regain par le retard de l'âge de la naissance du premier enfant : depuis la guerre, ce premier enfant naissait quand la mère avait 24 ans en moyenne en 1974 ; à partir de 1990, cet âge a été retardé dans tous les pays occidentaux : 28,5 ans en France en 2015, entraînant dans un premier temps un creux puis un rattrapage. A partir de là certains démographes optimistes ont mis en avant la notion de « descendance finale » : ce qu'il fallait considérer était non le taux de fécondité année après année mais le taux de fécondité global de toute une génération de femmes. Dès lors, on pouvait

dire selon eux que , somme toute, la descendance finale des femmes françaises renouvelait à peu près les générations, à hauteur de 2 pour 2,1. La nouvelle chute de la fécondité à partir de 2016 remet en question ce schéma. Il conviendrait de faire appel à d'autres explications pour rendre compte de la remontée des années 2000, notamment la part de plus en plus importante des femmes étrangères dans la population en âge d'enfanter. Il n'est pas certain au total que le comportement des Françaises d'origine soit différent de celui des autres Européennes.

Depuis des décennies, la politique familiale qui avait été approuvée à l'unanimité par les assemblées de gauche de la Libération avait fait l'objet d'une contre-propagande obstinée de la part de la nouvelle gauche libertaire au motif qu'elle aurait un caractère « pétainiste » ( ce qui est un contre-sens historique), et qu'elle profitait autant aux riches qu'aux pauvres. Il fallait, disait-on, la réserver « à ceux qui en ont le plus, besoin » - c'est-à-dire, de fait, les populations immigrées.

Dès 1981, la gauche avait instauré un plafond du quotient familial qui a été à plusieurs reprises abaissé depuis lors ( 3602 € par part aujourd'hui) . La droite, pour sa part, n'a cessé de prendre sur les ressources de la politique familiale pour combler les déficits des politiques de santé ou des retraites.

Au cours des années 1990, les gouvernements Juppé puis Jospin, suivant ce courant d'idées, ont tenté de remettre en cause l'universalité des prestations familiales en les réservant aux familles à faible revenu déclaré. Ces tentatives de remise en cause de la politique familiale ont échoué devant l'ampleur des protestations (auxquelles s'était joint le parti communiste) ; elles ont échoué aussi du fait que le taux de fécondité était alors au plus bas. Mais cet échec n'a pas empêché un grignotage au fil des ans, à l'instigation de Bercy, des sommes allouées aux enfants. Au total, en 30 ans, près de 20 milliards d'euros d'économies par an sont été faites sur les seules prestations familiales, hors mesures fiscales.

La remontée du taux de fécondité a levé les obstacles intellectuels à la remise en cause de l'universalité de prestations. L'offensive a repris à partir de l'été 2014, soit l'arrivée au ministère des finances de Macron, avec succès cette fois.

Contrairement à ses promesse de campagne, le gouvernement Hollande avait instauré , à l'arrivée de Macron à Bercy, une modulation des allocations familiales en fonction des revenus: à compter du 1er juillet 2015, leur montant a été divisé par deux pour un couple touchant plus de 6000 euros par mois et par quatre au-dessus de 8000 euros. Aujourd'hui presque toutes les prestations sont réservées à des bénéficiaires au-dessous d'un certain seuil de



revenu, seuil variable selon le nombre d'enfants . Le plafond du quotient familial a été, quant à lui , encore abaissé dans le budget 2015.

L'actuel gouvernement envisage d'aller plus loin : Bruno Le Maire a annoncé la suppression des allocations au-dessus d'un certain seuil de revenus.

Mais la mesure la plus pernicieuse semble avoir été, en 2015, la réforme du congé parental ( allocation parentale d'éducation) , en vue, non de le diminuer mais de la rendre paritaire, interdisant aux femmes d'en bénéficier plus de dix-huit mois par enfant, au lieu de trente-six auparavant , laissant le reste du temps au père . Comme dans la pratique la plupart des pères n'envisagent pas d'interrompre seuls leur activité pour s'occuper de leur enfant, le résultat net est l'amputation de l'allocation parentale d'éducation qui a eu un effet désastreux sur la fécondité. Elle est passée de 2,01 en 2015 à 1,93 en 2016 et 1,88 en 2017.

**L'Italie** avait en 2000 un taux de fécondité très bas , de 1,32. Il s'est relevé à 1,4 en 2010 mais a replongé à nouveau à 1,3 en 2017.

L'Italie rencontre le même problème de mentalité que l'Allemagne : la difficulté à concilier la maternité avec le travail des femmes, aggravé par une

pénurie de logement affectant les jeunes couples ( d'autant que , depuis 2015 ces logements sont affectés en priorité aux migrants ). Mais la situation est aggravée par rapport à l'Allemagne du fait de la faiblesse des prestations familiales.

Pour les enfants de 0 à 3 ans, le nombre de places en crèche ne représente que 3 % du total, contre 23 % en France et 33 % en Suède.

Le gouvernement de Romano Prodi avait promis en 2004 un effort familial substantiel : doublement de places de crèche, dotation en capital de chaque enfant, tout nouveau-né recevant un livret d'épargne abondé chaque année jusqu' à ses 18 ans, un commencement de quotient familial. Mais la plupart de ces promesses n'ont pas été tenues en raison du changement de majorité et de la contrainte budgétaire européenne. En 2004 une prime à la naissance de 2000 € par bébé avait été instaurée ; elle n'a été versée qu'en 2005 et 2006 ; elle n'a pas été reconduite ensuite. Au total l'aide aux familles n'a jamais représenté au cours des dernières années plus de 1,5 % du PIB. La situation de l'Espagne, du Portugal et de la Grèce est analogue, voire pire.

La rechute de la fécondité italienne dans la décennie 2010 peut être considérée comme la sanction du caractère velléitaire de cette politique.

Le nouveau gouvernement italien a mis fort opportunément la politique familiale au premier rang de ses priorités.

La cas du **Royaume-Uni** n'est pas examiné : la politique familiale y est plus importante qu'on ne pense : 4,2 % du PIB ; elle passe plus par les entreprises ou la fiscalité que par des allocations. Elle a subi peu de changements au cours des dernières années. La fécondité y suit le mouvement général : hausse de 1,7 à 1,9 dans les années 200, rechute à 1,8 dans les années 2010.

Par rapport à ces politiques hésitantes, **la Russie** représente un contre-modèle : un effort beaucoup plus déterminé en vue de la politique familiale qu'en Europe occidentale et des résultats sensibles.

Rappelons que le taux de fécondité russe était tombé très bas : 1,17 en 1999. Il est remonté à 1,6 en 2010 et 1,89 en 2017 , soit plus que la moyenne de l'Europe occidentale.

Le régime soviétique connaissait une politique familiale handicapée cependant par un immense problème de logement et le recours banalisé à l'avortement. Les prestations familiales n'ont cependant pas résisté à l'inflation galopante des années 1990 ( ère Eltsine) d'autant qu'en 1997, le

FMI contraignait la Russie à supprimer ce qui lui restait encore de prestations .

Le président Poutine a décidé de s'attacher au contraire à faire remonter la natalité russe.

Il a pu le faire grâce à un contexte général de restauration nationale, tant sur le plan économique que sur le plan géopolitique qui a redonné aux Russes confiance en l'avenir .

L'originalité de la Russie a été d'ajouter à des mesures financières substantielles : 9000 roubles de prime à la naissance à partir du deuxième enfant, un environnement moral tournant le dos à la doxa libertaire de l'Occident et destiné à valoriser la famille.

La famille et la maternité sont exaltées dans les discours officiels. La presse « people » met en valeur les vedettes mettant au monde des enfants. Le mariage homosexuel n'est pas à l'ordre du jour. Le pouvoir et l'Eglise orthodoxe s'attachent à lutter contre l'avortement, qui demeure cependant très répandu. Une fête de la famille a été instaurée.

Les résultats ont été à la hauteur de ces efforts. Depuis 2012, le solde naturel de la Russie est à nouveau positif. L'excédent des naissances sur les décès était de 30 000 personnes en 2014. Il est cependant difficile de dire si

la Russie, qui n'a pas encore atteint le seuil de reconduction des générations, continuera sur cette lancée.

Il est intéressant de noter que, malgré la dissolution de l'Union soviétique, d'autres pays qui en sont issus connaissent une évolution analogue : chute de la fécondité puis reprise au cours des années récentes : Estonie, Lituanie, Lettonie, Biélorussie, Géorgie. L'Ukraine, elle, sans doute en raison de la guerre, reste à un niveau très bas.

Il ressort de ces considérations

a) Que l'exemple russe montre qu'un pouvoir animé d'une forte détermination politique et non entravé par des considérations idéologiques a le moyen de faire remonter le taux de fécondité ;

b) Que les médiocres résultats de l'Europe occidentale, en particulier ceux de l'Allemagne et de l'Italie, ne sont sans doute pas sans relation avec la mollesse de l'effort consenti - et à la priorité conférée au paradigme ultra-féministe ;

c) Qu'en revanche le cas de la France laisse supposer qu'un relâchement de l'effort en vue de la politique familiale, quelles qu'en soient les raisons, est sanctionné par la baisse du taux de fécondité.

Il reste que pour consolider ces conclusions, il conviendrait de mieux connaître la composition par origine des dernières cohortes de naissances en Europe occidentale et de savoir en particulier quelle est exactement la part qui revient à une population immigrée extra-européenne de plus en plus nombreuse .

Pour ce qui est de la France, le retour à l'universalité des prestations familiales et le déplafonnement du quotient familial sont de priorités.

---

## Taux de fécondité en Europe

EUROPE	1980	2000	2010	2017	
Europe sans la Russie			1,4	1,6	1,6
France	1,9		1,7	2	1,9
Royaume-Uni	1,9		1,7	1,9	1,8
Allemagne	1,4		1,3	1,3	1,5
Belgique	1,6		1,5	1,7	1,7
Pays-Bas	1,6		1,5	1,7	1,7
Suède	1,5		1,5	1,5	1,9
Norvège	1,8		1,8	2	1,7
Danemark	1,6		1,7	1,8	1,8
Finlande	1,6		1,7	1,9	1,6
Irlande	3,4		1,9	2,1	1,9
Suisse	1,5		1,5	1,5	1,5
Autriche	1,6		1,3	1,4	1,5
Espagne	2,5		1,2	1,4	1,3
Portugal	2		1,5	1,3	1,4
Italie	1,7		1,2	1,4	1,3
Grèce	2,3		1,3	1,5	1,4
Pologne	2,3		1,5	1,4	1,4
Tchéquie	2,3		1,2	1,5	1,6
Slovaquie	2,3		1,4	1,4	1,4
Hongrie	2		1,3	1,3	1,5
Roumanie	2,5		1,3	1,3	1,2
Bulgarie	2,1		1,1	1,6	1,5
Estonie			1,2	1,6	1,6
Lituanie			1,4	1,5	1,7

Lettonie			1,1	1,3	1,7
Slovénie			1,2	1,5	1,6
Croatie			1,7	1,5	1,4
Bosnie-Herzégovine			1,6	1,2	1,2
Serbie	2,2		1,7	1,4	1,5
Macédoine			1,8	1,5	1,5
Monténégro		x		1,8	1,6
Albanie	4,2		2	1,6	1,6
Kosovo		x		2,5	1,8
Ukraine			1,3	1,5	1,5
Biélorussie			1,3	1,4	1,7
Moldavie			1,7	1,3	1,3
Géorgie			1,3	1,7	1,7
Arménie			1,5	1,7	1,6
Azerbaïdjan			2,1	2,2	2
Russie			1,2	1,5	1,7



## **TABLE DES MATIERES**

Introduction

### **PREMIERE PARTIE : LES GRANDES EVOLUTIONS DE LA POPULATION**

#### **MONDIALE**

##### **I. LA HAUSSE DE LA POPULATION MONDIALE**

A. Vue générale

B. Prospective

## II. LA BAISSÉ DE LA MORTALITÉ SUR LE LONG TERME

A. Considérations générales

B. Le choc de 1950

## III. LA FÉCONDITÉ (ET DONC LA NATALITÉ) EST ÉGALEMENT EN BAISSÉ SUR LE LONG TERME

A. Définitions

B. Un effet à retardement

C. Les différentes phases de la baisse de la fécondité

D. Une notion en question : la transition démographique

## **DEUXIÈME PARTIE : LES DIFFÉRENTES PARTIES DU MONDE**

### I. L'ASIE

A. L'Asie centrale et orientale

B. Le Proche et le Moyen-Orient

### III. L'AMÉRIQUE

### IV. L'EUROPE

A. Vue générale

B. Les différences européennes

C. L'impact de l'immigration

D. Le modèle européen dans le monde : les dominions britanniques

- E. La France d'outre-mer
- F. L'effet global sur l'équilibre des continents
- V. L'AFRIQUE
  - A. Vue générale
  - B. Les deux Afrique
    - 1. L'Afrique du Nord (Maghreb et Machrek)
    - 2. L'Afrique subsaharienne ou noire

**TROISIEME PARTIE : PROBLEMES POSES A L'EUROPE PAR CES  
EVOLUTIONS**

- I. L'IMPACT DES EVOLUTIONS DEMOGRAPHIQUES DE L'ASIE ET DES AMERIQUES SERONT LIMITEES
- II. LES PROBLEMES ESSENTIELS SONT POSES PAR LE COUPLE EUROPE-AFRIQUE
  - A. L'équilibre des composantes de la population française
  - B. La question du vivier africain

## **QUATRIEME PARTIE : PROPOSITIONS**

I. LE PROBLEME LE PLUS DIFFICILE EST LE REEQUILIBRAGE  
DEMOGRAPHIQUE INTERNE A L'EUROPE

III. LA LIMITATION, VOIRE L'ARRET DE TOUTE IMMIGRATION EST  
SOUHAITABLE

Conclusion

Sources

Annexe :

Les politiques familiales et la fécondité en Europe depuis 2000